

## DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Le Dossier Technique Amiante (DTA) comprend :

- Une fiche récapitulative
- Les rapports de repérage amiante effectués sur le bien
- Annexes : tout autre document en rapport avec l'amiante concernant le bien



### IDENTIFICATIONS

Référence DTA	40622-7
Adresse du site	240, quai de Bercy 75012 PARIS
Type	Immeuble de bureaux
Etendue de la mission N° de lot(s) copropriété	Ensemble de l'immeuble dont éléments extérieurs
Localisation	Bat : Octroi H1 Etages : RDC à COMBLES
Locaux annexes	Néant
Date de construction / Date de permis de construire	1850
Date d'édition DTA	09/12/2021

### REFERENCES REGLEMENTAIRES

- Code de la santé publique : art. R1334-14 à R1334-28 et R1334-29-5
- Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 modifié le 01/02/2012 (NOR : ETSP1013927D) – Protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 12 Décembre 2012 modifié le 01/01/2013 (NOR : AFSP1242167A) – Evaluation état de conservation liste A
- Arrêté du 12 Décembre 2012 modifié le 01/01/2013 (NOR : AFSP1242168A) – Evaluation état de conservation liste B
- Arrêté du 21 Décembre 2012 modifié le 01/01/2013 (NOR : AFSP1243362A) – Contenu de la fiche récapitulative.

### CONCLUSIONS

**PRESENCE DE MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE**



## OBJECTIFS DU DTA ET OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

**Les propriétaires constituent, conservent et actualisent un Dossier Technique « Amiante »** regroupant les documents suivants :

- 1° Les rapports de repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante ;
- 2° Le cas échéant, la date, la nature, la localisation et les résultats des évaluations périodiques de l'état de conservation, des mesures d'empoussièrement, des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante et des mesures conservatoires mises en œuvre ;
- 3° Les recommandations générales de sécurité à l'égard de ces matériaux et produits, notamment procédures d'intervention, y compris les procédures de gestion et d'élimination des déchets ;
- 4° Une fiche récapitulative

Le Dossier Technique « Amiante » est établi sur la base d'un repérage portant sur les matériaux et produits figurant dans les listes A et B définies à l'annexe 13-9 du code de la santé publique et accessibles sans travaux destructifs.

Les propriétaires des immeubles constituent le Dossier Technique « Amiante » avant les dates limites suivantes :

- Le 31 décembre 2003 pour les immeubles de grande hauteur et les établissements recevant du public classés de la première à la quatrième catégorie à l'exception des parties privatives des immeubles collectifs d'habitation.
- Le 31 décembre 2005 pour les immeubles de bureaux, les établissements recevant du public et classés dans la cinquième catégorie, les immeubles destinés à l'exercice d'une activité industrielle ou agricole, les locaux de travail et les parties à usage commun des immeubles collectifs d'habitation.

Préalablement à la réalisation de travaux un repérage complémentaire est nécessaire en fonction de la nature des travaux. En effet, des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante pouvaient être occultés lors du repérage non destructif en vue de la constitution du DTA.

Le Dossier Technique « Amiante » est tenu à jour par le propriétaire et intègre les éléments relatifs aux matériaux et produits contenant de l'amiante découverts à l'occasion de travaux ou d'opérations d'entretien.

## MODALITES DE CONSULTATION & COMMUNICATION DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

La fiche récapitulative du Dossier Technique « Amiante » est communiquée par le propriétaire dans un délai d'un mois après sa constitution ou sa mise à jour aux occupants de l'immeuble bâti et, si cet immeuble comporte des locaux de travail, aux employeurs.

Le Dossier Technique « Amiante » est tenu par le propriétaire à la disposition des occupants de l'immeuble bâti concerné, des employeurs, des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail. Ces personnes sont informées des modalités de consultation du dossier.

Le Dossier Technique « Amiante » est communiqué par le propriétaire aux personnes et instances suivantes, sur leur demande et dans le cadre de leurs attributions respectives :

- a) Agents ou services mentionnés au premier alinéa de l'article L. 1312-1, aux articles L. 1421-1 et L. 1435-7 et au deuxième alinéa de l'article L. 1422-1 du code de la santé publique ;
- b) Inspecteurs et contrôleurs du travail ;
- c) Inspecteurs d'hygiène et sécurité ;
- d) Agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ;
- e) Agents du ministère chargé de la construction mentionnés à l'article L. 151-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- f) Inspecteurs de la jeunesse et des sports ;
- g) Personnes chargées de l'inspection des installations classées et des installations nucléaires de base mentionnées à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;
- h) Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
- i) Toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti.

Le propriétaire conserve une attestation écrite de la communication du dossier à ces personnes.



## FICHE RECAPITULATIVE

## FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

<b>Référence DTA</b>	40622-7
<b>Propriétaire</b>	MINISTERE DE L'ECONOMIE 59, boulevard Vincent Auriol 75013 PARIS
<b>Adresse du site</b>	240, quai de Bercy 75012 PARIS
<b>Type</b>	Immeuble de bureaux
<b>Etendue de la mission N° de lot(s) copropriété</b>	Ensemble de l'immeuble dont éléments extérieurs
<b>Localisation</b>	Bat : Octroi H1 Etages : RDC à COMBLES
<b>Locaux annexes</b>	Néant



## PREAMBULE

La présente fiche récapitulative répond aux obligations édictées par les articles R1334-14 à R1334-29- 9 du code de la Santé Publique. Elle est établie selon le nouveau modèle défini par l'annexe II de l'arrêté du 21 décembre 2012, dans le cadre de la restructuration réglementaire amiante issue du décret 2011-629 du 3 juin 2011.

Elle concerne les locaux désignés ci-dessus et sa mise à jour est effectuée à chaque modification du Dossier Technique Amiante.

La fiche récapitulative mentionne les travaux qui ont été réalisés pour retirer ou confiner des matériaux ou produits contenant de l'amiante. Elle est mise à jour systématiquement à l'occasion de travaux ayant conduit à la découverte ou à la suppression de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Elle est destinée aux occupants, aux entreprises ou à toute personne susceptible d'intervenir directement ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante.

Cette fiche récapitulative constitue également l'état amiante mentionné à l'article L.1334-13 du code de la Santé Publique à fournir, en particulier, au plus tard à la date de toute promesse de vente ou d'achat, lors d'une transaction immobilière.

Date	Référence	Objet	Nom du rédacteur DTA	Coordonnées de la société
09/12/2021	40622-7	Mise à jour	BENOSMAN Lotfi	QUALITAT EXPERTISES - 92-98 Bd Victor Hugo 92110 CLICHY
30/08/2017	19319-2	Mise à jour	AMAURY Hadrien	QUALITAT Expertises – 92-98, Bd Victor Hugo 92110 CLICHY
29/07/2009	021 AMIA 001	Création du DTA	Mr JACOB	APAVE - 13-17 rue Salneuve - 75854 PARIS CEDEX 17



## Sommaire

<b>1. Identification immeuble, détenteur et modalités de consultation du DTA</b>	<b>3</b>
<b>2. Rapport(s) de repérage de référence et documents annexes</b>	<b>4</b>
a. Rapports de repérage de référence	4
b. Documents annexes	4
<b>3. Liste des parties de l'immeuble bâti ayant donné lieu au repérage</b>	<b>5</b>
<b>4. Identification et évaluations périodiques de matériaux et produits contenant de l'amiante</b>	<b>6</b>
a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	6
b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	6
c. Matériaux et produits hors listes A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	7
<b>5. Matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour lesquels des analyses ultérieures sont à effectuer</b>	<b>8</b>
a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9	8
b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9	8
c. Matériaux et produits hors listes A et B de l'annexe 13-9	8
<b>6. Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires</b>	<b>9</b>
a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	9
b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	9
c. Matériaux et produits contenant de l'amiante (hors listes A et B de l'annexe 13-9)	9
<b>7. Recommandations générales de sécurité</b>	<b>10</b>

### Annexe : Plans / Croquis



## 1. Identification immeuble, détenteur et modalités de consultation du DTA

Référence DTA	40622-7
Propriétaire	MINISTERE DE L'ECONOMIE 59, boulevard Vincent Auriol 75013 PARIS
Adresse du site	240, quai de Bercy 75012 PARIS
Type	Immeuble de bureaux
Etendue de la mission N° de lot(s) copropriété	Ensemble de l'immeuble dont éléments extérieurs
Localisation	Bat : Octroi H1 Etages : RDC à COMBLES
Locaux annexes	Néant
Date de construction / Date de permis de construire	1850

### Modalités de consultation

**Détenteur du DTA :**

MINISTERES ECONOMIQUES ET FINANCIERS  
120, rue de Bercy  
75012 PARIS – TÉLÉDOC 731

**Consultation :** sur demande, aux heures de bureau.

**Lieu :**

MINISTERES ECONOMIQUES ET FINANCIERS  
120, rue de Bercy  
75012 PARIS – TÉLÉDOC 731



## 2. Rapport(s) de repérage de référence et documents annexes

### a. Rapports de repérage de référence

Date rapport	Type rapport	Référence rapport	Nom du rédacteur	Société	Type de repérage	Conclusions
09/12/2021	Rapport état de conservation	40622-7	BENOSMAN Lotfi	QUALITAT EXPERTISES	Hors Liste A et B	Présence d'amiante
30/08/2017	Rapport état de conservation	19319-1	LOURENCO Victor	QUALITAT Expertises	Liste A et B	Présence d'amiante
30/08/2017	Rapport de repérage	19319-1	LOURENCO Victor	QUALITAT Expertises	Liste A et B	Absence d'amiante
26/09/2016	Rapport avant travaux	207F0/16/448 5	LAAGEON Yves	SOCOTEC	Hors Liste A et B	Présence d'amiante
22/12/2003	Rapport de repérage	HS/03/GDL/CB O/2603	Mr Gérard DELANCOIS	SOCOTEC	Liste A et B	Présence d'amiante

### b. Documents annexes

Date document	Type document	Référence document	Nom du rédacteur	Société
29/07/2009	FICHE RECAPITULATIVE	021 AMIA 001	Mr JACOB	APAVE



### 3. Liste des parties de l'immeuble bâti ayant donné lieu au repérage

Liste des différents repérages	Référence rapport de repérage	Liste des parties de l'immeuble bâti visitées (1)	Liste des parties de l'immeuble bâti non visitées devant donner lieu à une prochaine visite (2)
Repérage des matériaux de la liste A au titre de l'article R. 1334-20 du code de la santé publique :	Rapport état de conservation 19319-1 30/08/2017 QUALITAT Expertises	Locaux intérieurs Ensemble des locaux présentant de l'amiante dans le r	<u>Eléments extérieurs</u> COUVERTURE *
	Rapport de repérage 19319-1 30/08/2017 QUALITAT Expertises	Eléments extérieurs Ensemble des éléments sauf Eléments extérieurs COUVERTURE	
	Rapport de repérage HS/03/GDL/CBO/2603 22/12/2003 SOCOTEC	Ensemble des locaux	
Repérage des matériaux de la liste B au titre de l'article R. 1334-21 du code de la santé publique :	Rapport état de conservation 19319-1 30/08/2017 QUALITAT Expertises	Locaux intérieurs Ensemble des locaux présentant de l'amiante dans le r	
	Rapport de repérage 19319-1 30/08/2017 QUALITAT Expertises	Eléments extérieurs Ensemble des éléments sauf Eléments extérieurs COUVERTURE	
	Rapport de repérage HS/03/GDL/CBO/2603 22/12/2003 SOCOTEC	Ensemble des locaux	
Autre repérages (préciser)	Rapport état de conservation 40622-7 09/12/2021 QUALITAT EXPERTISES	Néant	
	Rapport avant travaux 207F0/16/448 5 26/09/2016 SOCOTEC	Locaux intérieurs Ensemble des trémies et machineries d'ascenseur des bâtiments H1, H2 et VAUBAN	
<p>(1) Tous les locaux doivent être obligatoirement visités</p> <p>(2) Pour les locaux non visités, permettre leur identification et en indiquer le motif (exemple : locaux inaccessibles, clefs absentes...) et, lorsqu'elle est connue, la date du repérage complémentaire programmé.</p> <p>(*) La machinerie située dans les comble ayant fait l'objet d'une repérage amiante incluant la liste A et B, ce local est considéré comme ayant été visité, conformément à l'obligation (1).</p>			



## 4. Identification et évaluations périodiques de matériaux et produits contenant de l'amiante

### a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation + Mesures réglementaires	Mesures d'empoussièrement
NEANT					

### b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation + Mesures réglementaires	Mesures d'empoussièrement					
1	09/12/2021 Rapport état de conservation 40622-7 QUALITAT EXPERTISES	1	Enveloppe de calorifuge bitumineuse sur mousse bleue	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle EP - Evaluation périodique	-					
	<b>Localisation précise (réf plan ou croquis ou photos joints)</b>									
	<b>R+1 :</b> DGT LOCAL TECHNIQUE <b>R+2 :</b> LOCAL TECHNIQUE <b>RDC :</b> CAGE ESCALIER LOCAL TECHNIQUE 1 & 2									
	09/12/2021 Rapport état de conservation 40622-7 QUALITAT EXPERTISES	1	Enveloppe de calorifuge bitumineuse sur mousse bleue	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle AC2 - Action corrective de second niveau	-					
	<b>Localisation précise (réf plan ou croquis ou photos joints)</b> <b>RDC :</b> LOCAL TECHNIQUE 1 <b>COMBLES :</b> COMBLES									
<b>Historique des repérages et des évaluations de l'état de conservation :</b>										
30/08/2017 - Rapport état de conservation - 19319-1 - QUALITAT Expertises - 1 - Présence - Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle - AC2 - Action corrective de second niveau										
22/12/2003 - Rapport de repérage - HS/03/GDL/CBO/2603 - SOCOTEC - 1 - Présence - Bon état - NEANT										



N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation + Mesures réglementaires	Mesures d'empoussièrement
2	09/12/2021 Rapport état de conservation 40622-7 QUALITAT EXPERTISES	2	Enveloppe de calorifuge bitumineuse sur laine minérale	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle EP - Evaluation périodique	-
	<b>Localisation précise (réf plan ou croquis ou photos joints)</b>				
	<b>R+1 :</b> DGT LOCAL TECHNIQUE <b>R+2 :</b> DGT LOCAL TECHNIQUE <b>RDC :</b> CAGE ESCALIER LOCAL TECHNIQUE 2				
	09/12/2021 Rapport état de conservation 40622-7 QUALITAT EXPERTISES	2	Enveloppe de calorifuge bitumineuse sur laine minérale	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle AC2 - Action corrective de second niveau	-
	<b>Localisation précise (réf plan ou croquis ou photos joints)</b> <b>R+2 :</b> LOCAL TECHNIQUE <b>RDC :</b> LOCAL TECHNIQUE 1 <b>Historique des repérages et des évaluations de l'état de conservation :</b> 30/08/2017 - Rapport état de conservation - 19319-1 - QUALITAT Expertises - 2 - Présence - Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle - EP - Evaluation périodique 22/12/2003 - Rapport de repérage - HS/03/GDL/CBO/2603 - SOCOTEC - 2 - Présence - Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle - AC2 - Action corrective de second niveau				

### c. Matériaux et produits hors listes A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation (1)
3	29/07/2009 Fiche récapitulative 021 AMIA 001 APAVE (*)	/	Joint tresses coupe-feu au droit de passage de fourreaux des planchers et/ou voiles	Sans objet
	<b>Localisation précise (réf plan ou croquis ou photos joints)</b>			
	<b>RDC à COMBLES</b> <b>Ensemble des locaux</b>			
	<b>Historique des repérages et des évaluations de l'état de conservation :</b> (*) Observation : Le rapport de référence n'est pas un rapport de repérage. Toutefois la fiche récapitulative fait mention du fait que le présent matériau ait été repéré lors de la mission d'établissement du dossier technique amiante en 2009. En l'absence de cartographie, le matériau n'a pu être cartographié dans les plans en fin de la présente fiche récapitulative.			

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation (1)
4	26/09/2016 Rapport avant travaux 207F0/16/448 5 SOCOTEC	NC	Badigeon sur raccordement de gaine ronde	Sans objet
	<b>Localisation précise (réf plan ou croquis ou photos joints)</b>			
	<b>R+2 :</b> GAINE ASCENSSEUR			
	<b>Historique des repérages et des évaluations de l'état de conservation :</b> Néant			

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation (1)
5	26/09/2016 Rapport avant travaux 207F0/16/448 5 SOCOTEC	NC	Enduit Blanc sur porte palière et cabine	Sans objet
	<b>Localisation précise (réf plan ou croquis ou photos joints)</b>			
	<b>R+2 :</b> GAINE ASCENSSEUR			
	<b>Historique des repérages et des évaluations de l'état de conservation :</b> Néant			

(1) Les matériaux et produits contenant de l'amiante (hors listes A et B), lors de leur repérage, ne sont pas soumis réglementairement à une évaluation de leur état de conservation. L'information concernant l'état de conservation de ces matériaux n'est donnée qu'à titre indicatif.



## 5. Matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour lesquels des analyses ultérieures sont à effectuer

### a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation + Mesures réglementaires (1)	Raisons pour lesquelles il n'a pas été possible de conclure
NEANT					

(1) Ces matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, ne sont pas soumis réglementairement à une évaluation de leur état de conservation. L'information concernant l'état de conservation de ces matériaux est donnée à titre indicatif.

### b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation + Mesures réglementaires (1)	Raisons pour lesquelles il n'a pas été possible de conclure
NEANT					

(1) Ces matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, ne sont pas soumis réglementairement à une évaluation de leur état de conservation. L'information concernant l'état de conservation de ces matériaux est donnée à titre indicatif.

### c. Matériaux et produits hors listes A et B de l'annexe 13-9

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation (1)
NEANT				

(1) Ces matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, ne sont pas soumis réglementairement à une évaluation de leur état de conservation. L'information concernant l'état de conservation de ces matériaux est donnée à titre indicatif.



## 6. Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires

### a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

N° MCA	Matériau ou produit	Documents annexes de référence	Réf. Matériau existant	Nature, dates et entreprises concernant les travaux ou mesures conservatoires	Résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (art. R 1334-29-3 du code de la santé publique)
NEANT					

### b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

N° MCA	Matériau ou produit	Documents annexes de référence	Réf. Matériau existant	Nature, dates et entreprises concernant les travaux ou mesures conservatoires	Résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (art. R 1334-29-3 du code de la santé publique)
NEANT					

### c. Matériaux et produits contenant de l'amiante (hors listes A et B de l'annexe 13-9)

N° MCA	Matériau ou produit	Documents annexes de référence	Réf. Matériau existant	Nature, dates et entreprises concernant les travaux ou mesures conservatoires	Résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (art. R 1334-29-3 du code de la santé publique)
NEANT					



## 7. Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### 1. Informations générales

#### a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

### 2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

### 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante. L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr). De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.



#### 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

##### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

##### b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

##### c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

##### d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

##### e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

# ANNEXE

## PLANS / CROQUIS

### Explications pour la lecture du plan / croquis :

Les informations notées sur les plans / croquis comprennent :

- **Les matériaux contenant de l'amiante**

Ils sont identifiés par des zones de couleurs (cf. légende)

- **Les matériaux susceptibles de contenir de l'amiante**

Si des investigations complémentaires sont nécessaires, il peut exister des matériaux pour lesquels un doute subsiste. Ces matériaux sont identifiés par des zones de couleurs (cf. légende)

- **Les zones hors champ de la mission**

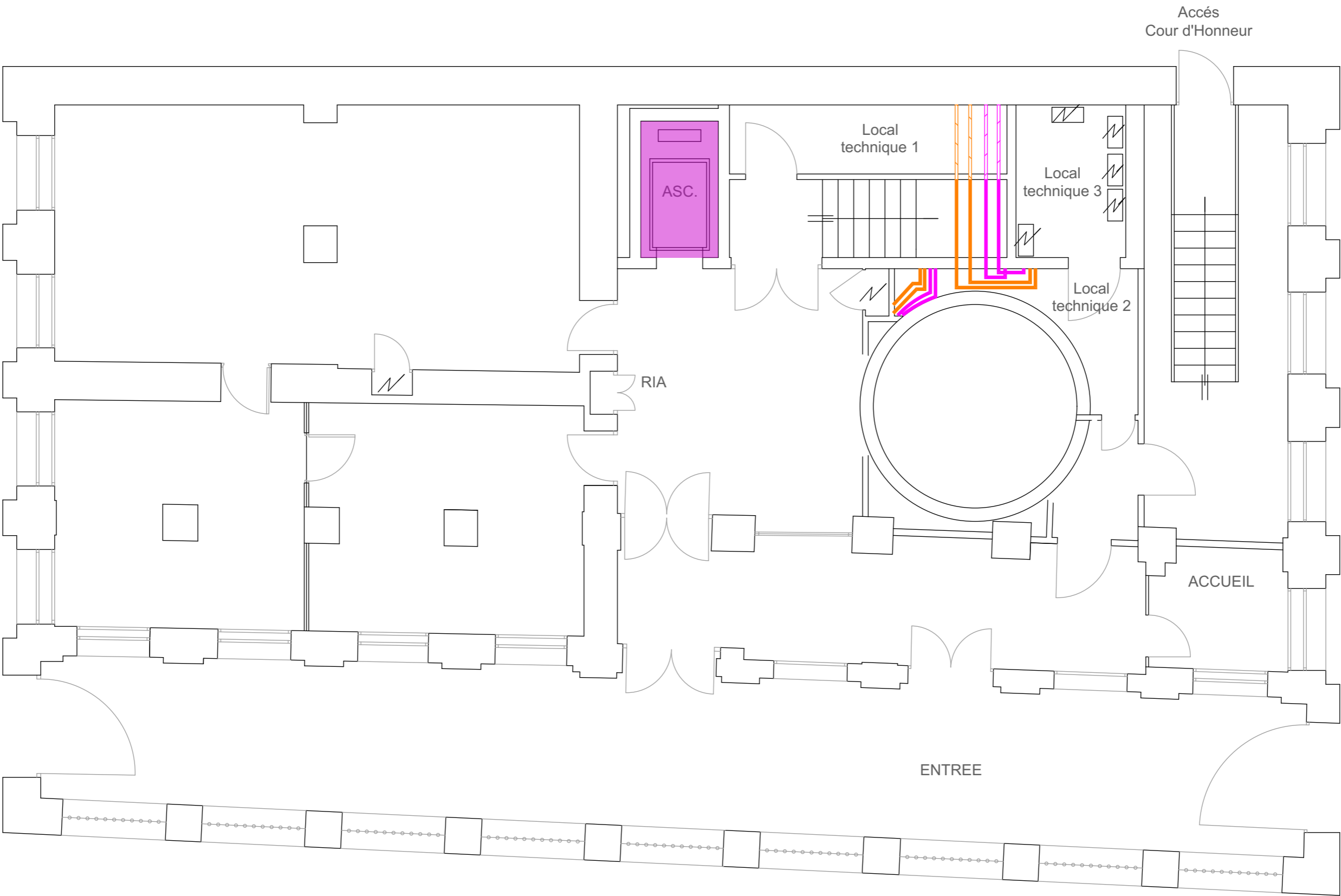
Elles sont identifiées par des zones de couleurs (cf. légende)

- **Les zones qui doivent faire l'objet d'investigations ultérieures**

Elles sont identifiées par des zones de couleurs (cf. légende)

LÉGENDE	
Champ de mission	<div></div>
Locaux non visités	<div></div>

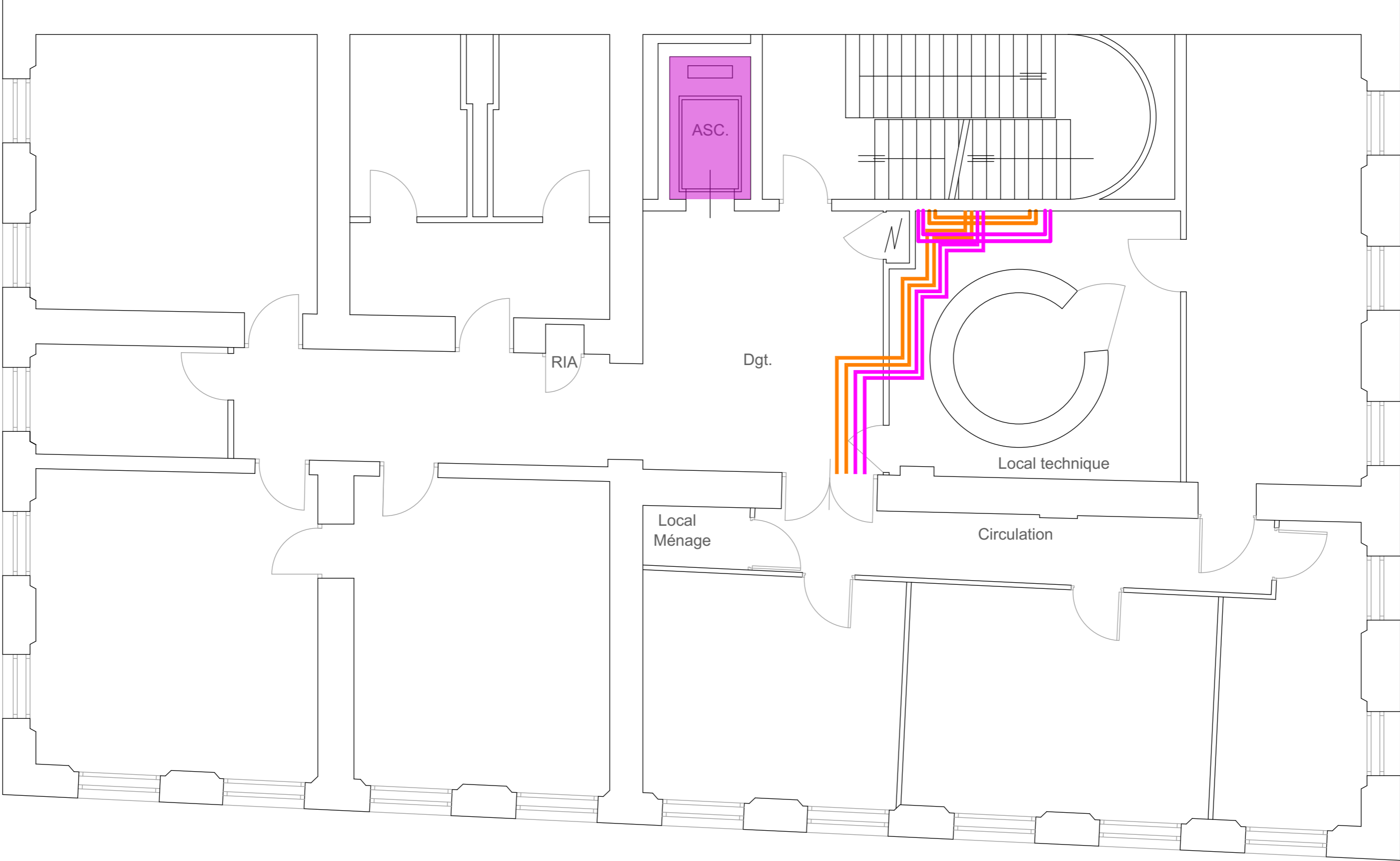


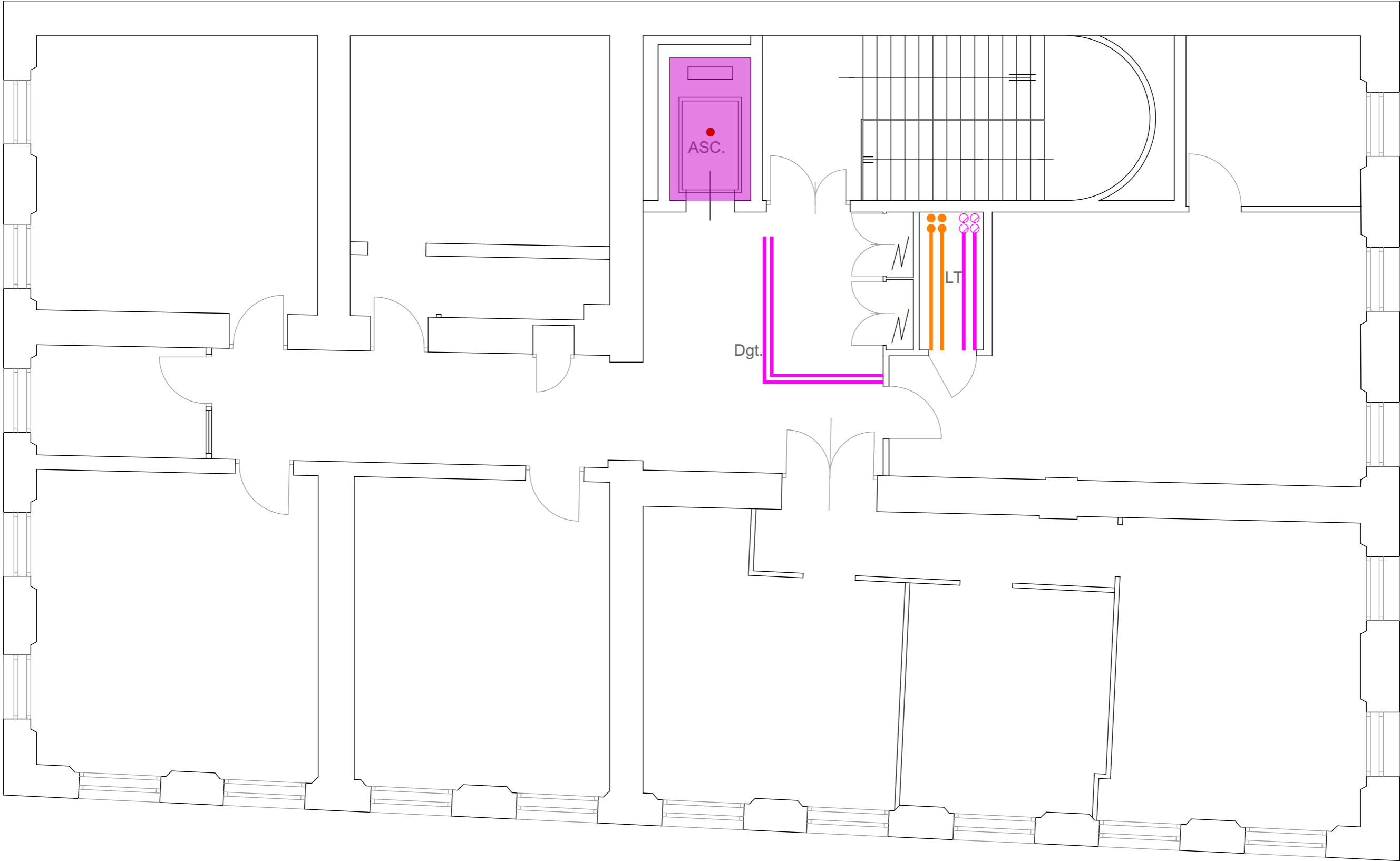


MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

N°	Type matériau	Descriptif	Légende
1	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur mousse bleue (EP)	
1	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur mousse bleue (AC2)	
2	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur laine minérale (EP)	
2	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur laine minérale (AC2)	
3	Joint	tresses coupe-feu au droit de passage de fourreaux des plancherset/ou voiles	non localisé
5	Enduit	blanc sur porte palière et cabine	

ANNEXE : SCHÉMA DE REPÉRAGE

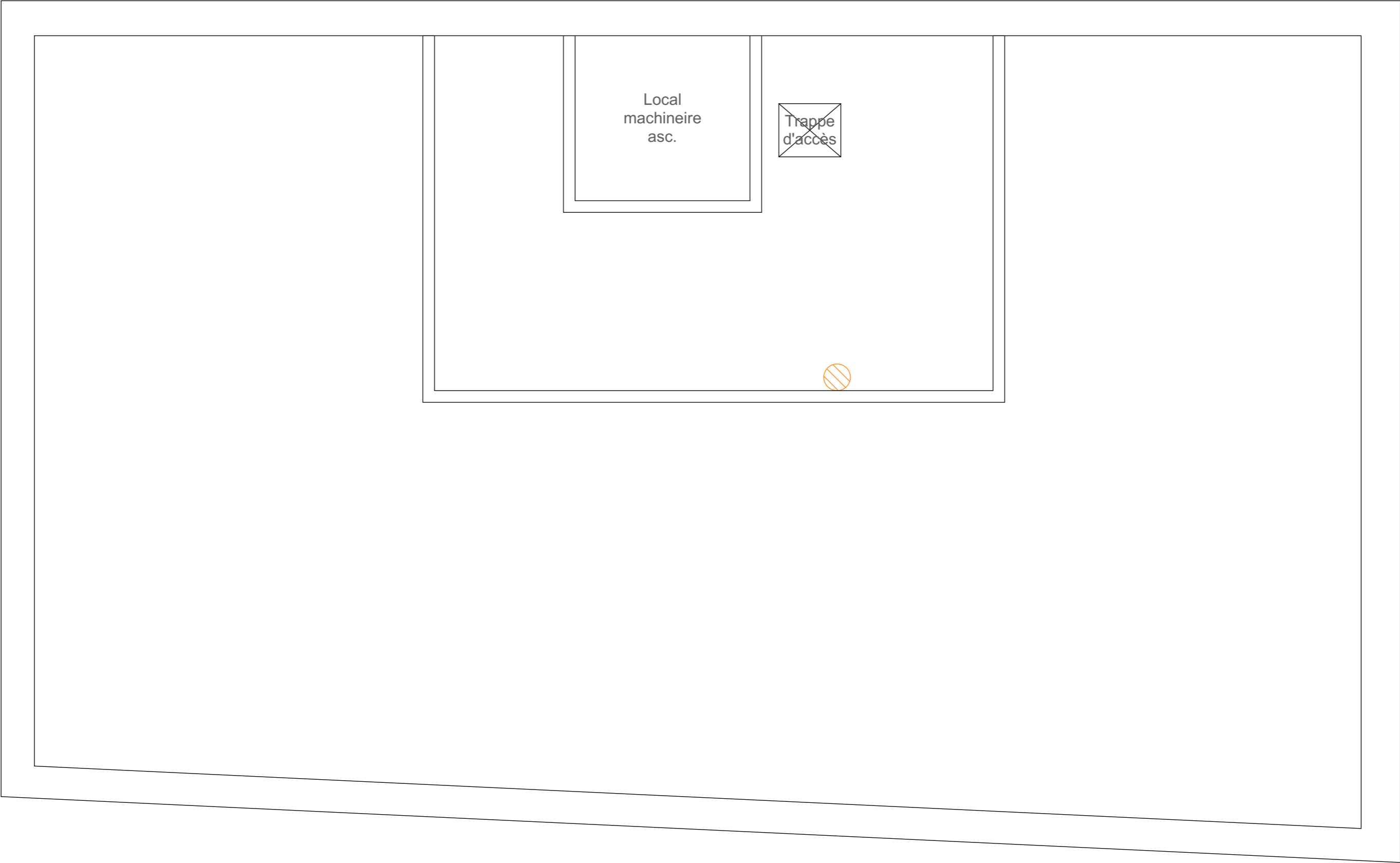





MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

N°	Type matériau	Descriptif	Légende
1	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur mousse bleue (EP)	
2	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur laine minérale (EP)	
2	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur laine minérale (AC2)	
3	Joint	tresses coupe-feu au droit de passage de fourreaux des plancherset/ou voiles	non localisé
4	Joint	badigeon sur raccordement de gaine ronde	
5	Enduit	blanc sur porte palière et cabine	

ANNEXE : SCHÉMA DE REPÉRAGE



MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE			
N°	Type matériau	Descriptif	Légende
1	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur mousse bleue (AC2)	
3	Joint	tresses coupe-feu au droit de passage de fourreaux des plancherset/ou voiles	non localisé



## RAPPORTS DE REPERAGE AMIANTE

Date rapport	Type rapport	Référence rapport	Nom du rédacteur	Société	Type de repérage	Conclusions
09/12/2021	Rapport état de conservation	40622-7	BENOSMAN Lotfi	QUALITAT EXPERTISES	Hors Liste A et B	Présence d'amiante
30/08/2017	Rapport état de conservation	19319-1	LOURENCO Victor	QUALITAT Expertises	Liste A et B	Présence d'amiante
30/08/2017	Rapport de repérage	19319-1	LOURENCO Victor	QUALITAT Expertises	Liste A et B	Absence d'amiante
26/09/2016	Rapport avant travaux	207F0/16/448 5	LAAGEON Yves	SOCOTEC	Hors Liste A et B	Présence d'amiante
22/12/2003	Rapport de repérage	HS/03/GDL/CB O/2603	Mr Gérard DELANCOIS	SOCOTEC	Liste A et B	Présence d'amiante

## RAPPORT D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DE MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE EN VUE DE LA MISE A JOUR DU DTA

Référence rapport	40622-7
Références client	Immeuble : Octroi H1
Adresse du site	240, quai de Bercy 75012 PARIS
Type	Immeuble de bureaux
Etendue de la mission	Ensemble des matériaux contenant de l'amiante des listes A et B, référencés dans le (ou les) rapport(s) de référence, aux localisations correspondantes.
Localisation	Bât : Octroi H1 Etages : RDC à COMBLES
Locaux annexes	NEANT
Date de construction	1850

Propriétaire	MINISTERE DE L'ECONOMIE 59, boulevard Vincent Auriol 75013 PARIS
Donneur d'ordre	MINISTERES ECONOMIQUES ET FINANCIERS 120, rue de Bercy 75012 PARIS – TÉLÉDOC 731
Accompagnateur	MR PIERRE LAMERAND
Laboratoire d'analyse	Sans objet
Opérateur de repérage	Le présent rapport est établi par une personne, BENOSMAN Lotfi, dont les compétences sont certifiées par BUREAU VERITAS Certification - 60, avenue du Général de Gaulle - 92046 Paris La Défense - Certification n° 8280167 Date de validité : 06/07/2027
Date(s) de repérage	09/12/2021
Date du rapport	09/12/2021

**Rédacteur :** BENOSMAN Lotfi



**Vérificateur :** ANCE Pierre





Historique des mises à jour du rapport		
Date	Objet	Modifications
09/12/2021	Création rapport	Pas de modification

En cas de mise à jour du rapport, la dernière version émise annule et remplace la version précédente.

## Sommaire

<b>A. Conclusions .....</b>	<b>3</b>
<b>B. Documents de référence utilisés .....</b>	<b>5</b>
<b>C. Résultats détaillés de l'évaluation .....</b>	<b>6</b>
1. Evaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste A .....	6
2. Evaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B .....	6
3. Evaluation de l'état de conservation des matériaux hors liste A et B .....	10
4. MPCA non repérés .....	10
5. MPCA retirés .....	10
6. Observations .....	11
<b>D. Conditions de réalisation de l'évaluation .....</b>	<b>12</b>
1. Objet de la mission .....	12
2. Références réglementaires .....	12
3. Limite de la mission .....	12
4. Validité du rapport .....	12
5. Présentation des résultats .....	12
6. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste A de l'annexe 13-9 .....	13
7. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste B de l'annexe 13-9 .....	14
<b>E. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité .....</b>	<b>15</b>

## Annexe : Plans / Croquis



## A. Conclusions

### Etat de conservation des matériaux et produits repérés :

N°	Matériau / produit	Rapport de repérage de référence	Référence matériau initiale	Etat de conservation + Mesures réglementaires	Liste Matériau
1	Enveloppe de calorifuge noire bitumineuse sur calorifuge en mousse bleue	Rapport état de conservation N°19319-1 du 30/08/2017 réalisé par LOURENCO Victor de la société QUALITAT EXPERTISES	1	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle EP - Evaluation périodique	Liste B
		Localisation / ZPSO :			
		<b>R+1 :</b> DGT LOCAL TECHNIQUE <b>R+2 :</b> LOCAL TECHNIQUE <b>RDC :</b> CAGE ESCALIER LOCAL TECHNIQUE 1 LOCAL TECHNIQUE 2			
		Rapport état de conservation N°19319-1 du 30/08/2017 réalisé par LOURENCO Victor de la société QUALITAT EXPERTISES	1	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle AC2 - Action corrective de second niveau	Liste B
		Localisation / ZPSO :			
		<b>RDC :</b> LOCAL TECHNIQUE 1 <b>COMBLES :</b> COMBLES			

N°	Matériau / produit	Rapport de repérage de référence	Référence matériau initiale	Etat de conservation + Mesures réglementaires	Liste Matériau
2	Enveloppe de calorifuge noire bitumineuse sur calorifuge en laine minérale.	Rapport état de conservation N°19319-1 du 30/08/2017 réalisé par LOURENCO Victor de la société QUALITAT EXPERTISES	2	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle EP - Evaluation périodique	Liste B
		Localisation / ZPSO :			
		<b>R+1 :</b> DGT LOCAL TECHNIQUE <b>R+2 :</b> DGT LOCAL TECHNIQUE <b>RDC :</b> CAGE ESCALIER LOCAL TECHNIQUE 2			
		Rapport état de conservation N°19319-1 du 30/08/2017 réalisé par LOURENCO Victor de la société QUALITAT EXPERTISES	2	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle AC2 - Action corrective de second niveau	Liste B
		Localisation / ZPSO :			
		<b>R+2 :</b> LOCAL TECHNIQUE <b>RDC :</b> LOCAL TECHNIQUE 1			



**Liste des matériaux et produits non repérés :**

N°	Matériau / produit	Rapport de repérage de référence	Référence matériau initiale	Observations matériau / produit	Liste Matériau
NEANT					

**Liste des matériaux et produits ayant été retirés :**

N°	Matériau / produit	Rapport de repérage de référence	Référence matériau initiale	Observations matériau / produit	Liste Matériau
NEANT					



## B. Documents de référence utilisés

Les documents ci-dessous ont été fournis par le donneur d'ordre ou son représentant :

### Rapports de repérage

Date rapport	Type rapport	Référence rapport	Nom du rédacteur	Société	Type de repérage	Conclusions
30/08/2017	Rapport état de conservation	19319-1	LOURENCO Victor	QUALITAT Expertises	Liste A et B	Présence d'amiante
30/08/2017	Rapport de repérage	19319-1	LOURENCO Victor	QUALITAT Expertises	Liste A et B	Absence d'amiante
30/08/2017	Rapport état de conservation	19319-1	LOURENCO Victor	QUALITAT EXPERTISES	Hors Liste A et B	Présence d'amiante
22/12/2003	Rapport de repérage	HS/03/GDL/CB O/2603	Mr Gérard DELANCOIS	SOCOTEC	Liste A et B	Présence d'amiante

### Autres documents

Date document	Type document	Référence document	Nom du rédacteur	Société
29/07/2009	FICHE RECAPITULATIVE	021 AMIA 001	Mr JACOB	APAVE



## C. Résultats détaillés de l'évaluation


### 1. Evaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste A

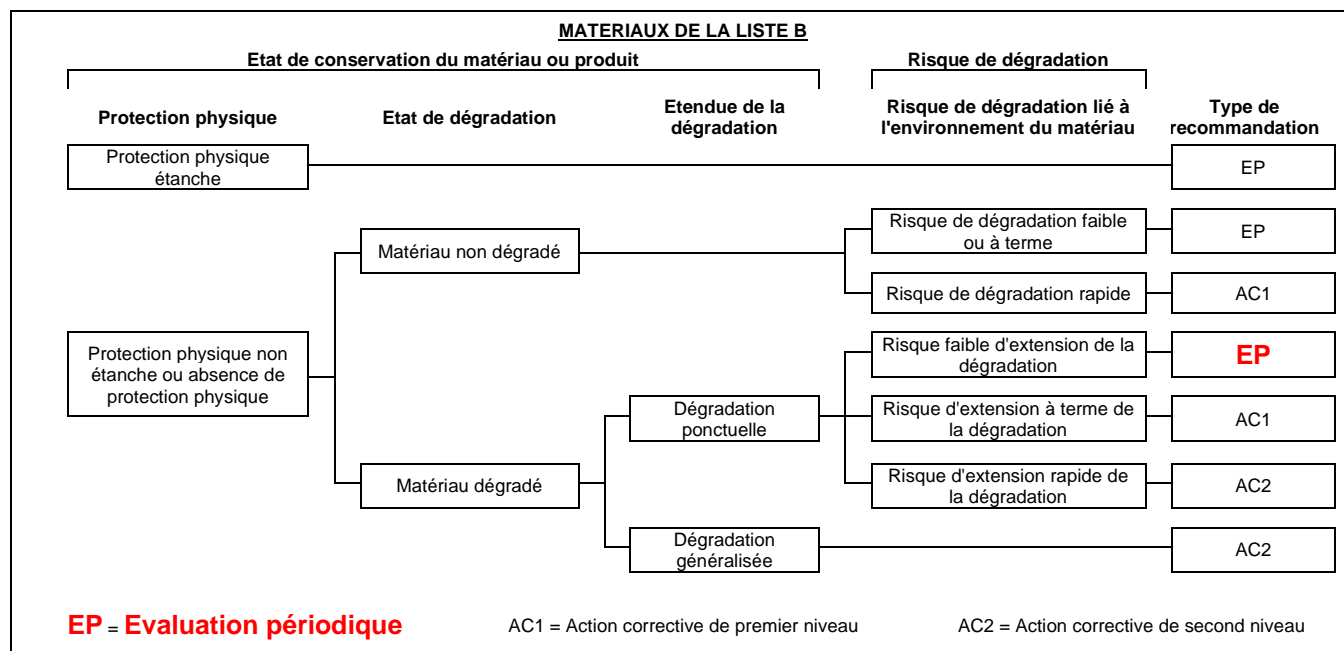
Liste des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante encore en place et accessibles le jour de notre visite avec l'état de conservation correspondant

Néant

### 2. Evaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B

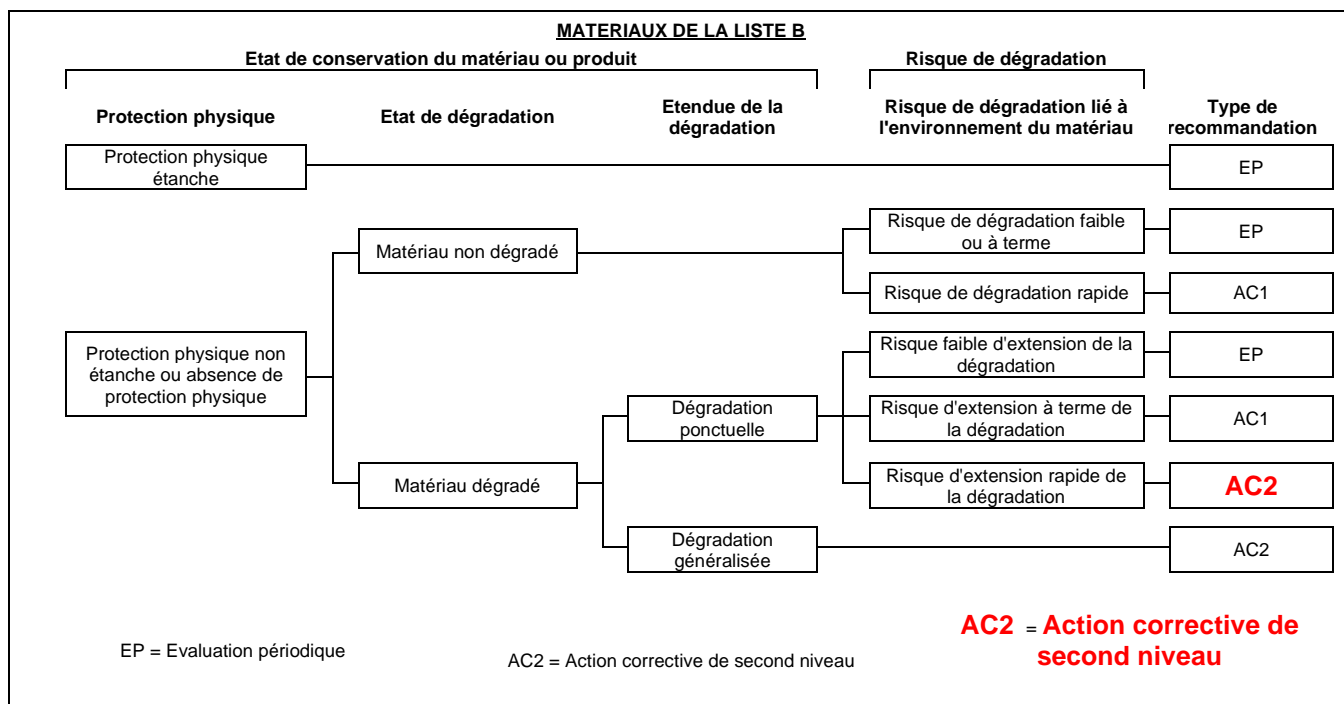
Liste des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante encore en place et accessibles le jour de notre visite avec l'état de conservation correspondant

Matériau / Produit N°1 : Enveloppe de calorifuge			
Conclusion	Matériau contenant de l'amiante		
Type matériau / produit	Enveloppe de calorifuge bitumineuse sur mousse bleue		
Rapport de référence	Rapport état de conservation N°19319-1 du 30/08/2017 réalisé par LOURENCO Victor de la société QUALITAT EXPERTISES		
Réf. matériau (Dans rapport de référence)	1		
Etat conservation		Mesures réglementaires	Mesures conservatoires
Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle		EP - Evaluation périodique	NEANT
Localisation / ZPSO			
<b>R+1 :</b> DGT LOCAL TECHNIQUE <b>R+2 :</b> LOCAL TECHNIQUE <b>RDC :</b> CAGE ESCALIER LOCAL TECHNIQUE 1 LOCAL TECHNIQUE 2			





Etat conservation	Mesures réglementaires	Mesures conservatoires
Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle	AC2 = Action corrective de second niveau	Limiter ou condamner l'accès a ces locaux
Localisation / ZPSO		
RDC : LOCAL TECHNIQUE 1 COMBLES : COMBLES		

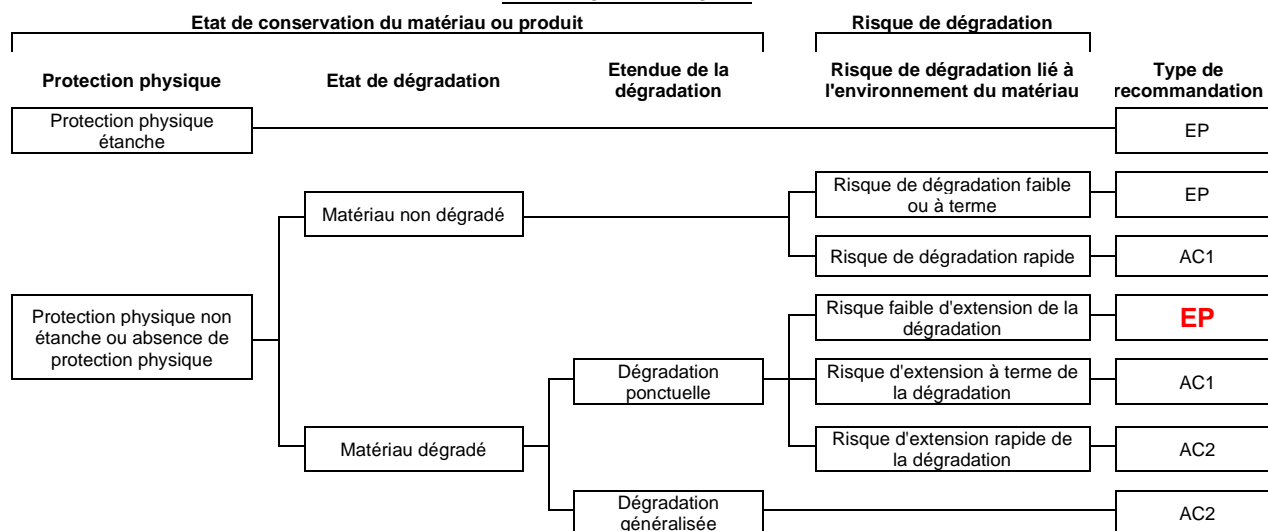




## Matériau / Produit N°2 : Enveloppe de calorifuge

Conclusion	<b>Matériau contenant de l'amiante</b>	
Type matériau / produit	Enveloppe de calorifuge bitumineuse sur laine minérale	
Rapport de référence	Rapport état de conservation N°19319-1 du 30/08/2017 réalisé par LOURENCO Victor de la société QUALITAT EXPERTISES	
Réf. matériau (Dans rapport de référence)	2	
<b>Etat conservation</b>		<b>Mesures réglementaires</b>
Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle		EP - Evaluation périodique
		<b>Mesures conservatoires</b>
		NEANT
<b>Localisation / ZPSO</b>		
<b>R+1 :</b> DGT LOCAL TECHNIQUE <b>R+2 :</b> DGT LOCAL TECHNIQUE <b>RDC :</b> CAGE ESCALIER LOCAL TECHNIQUE 1		

### MATERIAUX DE LA LISTE B



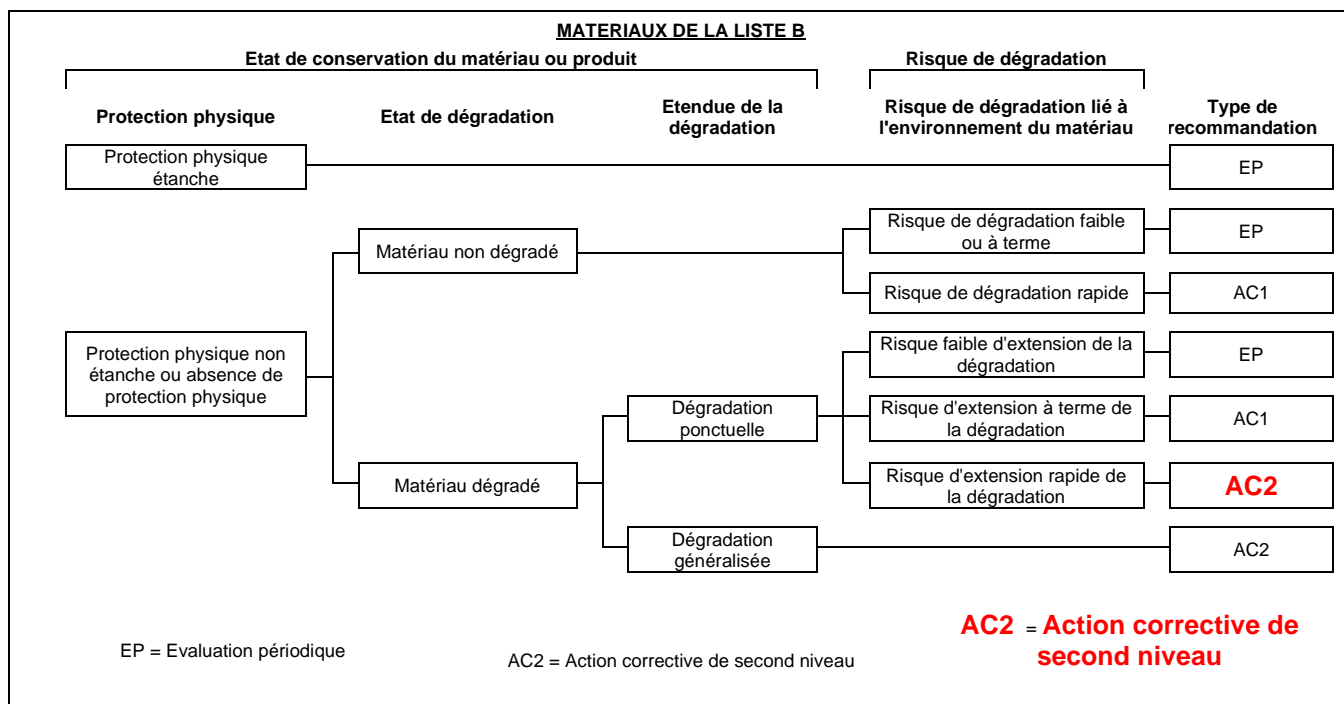
**EP = Evaluation périodique**

AC1 = Action corrective de premier niveau

AC2 = Action corrective de second niveau



Etat conservation	Mesures réglementaires	Mesures conservatoires
Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle	AC2 = Action corrective de second niveau	Limiter ou condamner l'accès a ces locaux
Localisation / ZPSO		
R+2 : LOCAL TECHNIQUE RDC : LOCAL TECHNIQUE 1		





### 3. Evaluation de l'état de conservation des matériaux hors liste A et B

---

Liste des matériaux et produits n'appartenant ni à la liste A ni à la liste B et contenant de l'amiante encore en place et accessibles le jour de notre visite avec l'état de conservation correspondant.

Néant

### 4. MPCA non repérés

---

Liste des matériaux et produits non repérés le jour de notre visite pour lesquels il ne nous a, par conséquent, pas été possible d'établir l'état de conservation correspondant.

Néant

### 5. MPCA retirés

---

Liste des matériaux et produits ayant été retirés. Conclusions basées sur un constat visuel ou après consultation de documents spécifiques.

Néant



## 6. Observations

Locaux non visités	Justification
NEANT	

### Liste des investigations approfondies à mettre en place pour mener la mission à son terme

NEANT

### Observations et/ou investigations complémentaires

Nous suspectons que les matériaux amiantés objet de l'évaluation de l'état de conservation soient présents au sein d'autres locaux du bâtiment, en compléments des locaux listés dans les conclusion du rapport de référence. Les réseaux semblent en effet desservir des émetteurs présents dans l'ensemble du bâtiment. A noter que la présence de faux-plafond non-démontables ne permet pas de visualiser les plénums sur l'ensemble du bâtiment.



## D. Conditions de réalisation de l'évaluation

### 1. Objet de la mission

Notre mission consiste à réaliser l'évaluation de l'état de conservation de matériaux et produits contenant de l'amiante repérés et identifiés dans des rapports de repérage antérieurs, ou le cas échéant à constater le retrait de ces matériaux et produits.

La commande a été passée le 25/10/2021

### 2. Références réglementaires

Le présent rapport établit un diagnostic sur les risques inhérents à la présence d'amiante en application des textes suivants :

- Code de la santé publique (partie réglementaire : R1334-14 à 29 ; partie législative L1334-13).
- Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 – Protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

### 3. Limite de la mission

- La mission est limitée aux parties de l'immeuble bâti pour lesquelles une mission a été confiée à l'opérateur de repérage et aux éléments rendus accessibles lors de l'intervention de l'opérateur de repérage.
- Les résultats obtenus dans le cadre de la mission ne pourront en aucun cas tenir lieu de repérage exhaustif de matériaux et produits contenant de l'amiante du ou des bâtiments ou zones visités, ou d'examen visuel des surfaces traitées au sens du Code de la Santé Publique.
- Le cas échéant, en cas de date de dépôt du permis de construire non communiquée, il a été considéré, notamment au vu même du bien, que celui-ci est bien antérieur au 01/07/1997

### 4. Validité du rapport

Seule l'intégralité du rapport original peut engager la responsabilité de la Société QUALITAT EXPERTISES (Annexes comprises).

### 5. Présentation des résultats

#### **Matériau / Produit :**

Dans les résultats présentés, un matériau ou produit est un élément de la construction – ou partie d'ouvrage – de même nature et présentant des caractéristiques intrinsèques identiques, dont la composition a pu intégrer de l'amiante pendant certaines périodes de sa fabrication.

Chaque matériau ou produit fait l'objet d'une fiche d'identification et de cotation.

Un matériau ou produit peut comporter plusieurs couches.

Dans ce rapport tous les matériaux ou produits sont indiqués par des numéros différents qui ne se suivent pas forcément.



## 6. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste A de l'annexe 13-9

Le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article [R. 1334-20](#) selon les modalités suivantes :

- **Score 1 :** Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation du matériau

**L'évaluation périodique** de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception ;

- **Score 2 :** Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement

**La mesure d'empoussièrement** dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article [R. 1334-25](#), dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article [R. 1334-27](#) est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article [R. 1334-20](#), dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article [R. 1334-27](#) est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante selon les modalités prévues à l'article [R. 1334-29](#).

- **Score 3 :** Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement du matériau

**Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante** sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article [R. 1334-29](#).

Les travaux sont achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées sont mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et, dans tous les cas, à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.



## 7. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste B de l'annexe 13-9

Recommandations détaillées en fonction des évaluations des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste B :

- **L'évaluation périodique :**

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette évaluation périodique consiste à :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

- **L'action corrective de premier niveau :**

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. A cette recommandation est associé, le cas échéant, un rappel de l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de premier niveau consiste à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

- **L'action corrective de second niveau :**

Elle concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de second niveau consiste à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.



## E. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité.

### Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES



Assurance et Banque

ATTESTATION

### COURTIER

**CARENE ASSCES PACT OFFICE**

9 PLACE BENOIT CREPU

BP 5004

69245 LYON CEDEX 05

**Tél : 04 72 41 96 96**

Fax : 04 72 40 99 96

Portefeuille : 0201351084

SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE  
0092 BD VICTOR HUGO  
92 A 98  
92110 CLICHY FR

### Vos références :

**Contrat n° 4981163004**

Client n° 0404788720

AXA France IARD, atteste que :

**SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE  
0092 BD VICTOR HUGO  
92 A 98  
92110 CLICHY**

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 4981163004** ayant pris effet le **03/04/2017** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités suivantes :

### **ACTIVITE 1 :**

- Contrôle périodique amiante
- Diagnostic amiante avant travaux/avant démolition
- Diagnostic amiante avant vente
- Dossier technique amiante
- contrôle visuel amiante après travaux, conformément à la norme NFX 46 021
- Diagnostic gaz
- Diagnostic termites
- Etat parasitaire
- Exposition au plomb (CREP)
- Recherche de plomb avant travaux
- Diagnostic d'intoxication au plomb peinture (DRIP)
- Loi Carrez
- Mesurage surface utile
- Mesurage SHON (Surface Hors Œuvre Nette) et SHOB (Surface Hors Œuvre Brute)
- Mesurage surface de plancher
- Etat des risques naturels, miniers et technologiques
- Diagnostic de performance énergétique
- Etat de l'installation intérieure de l'électricité
- Diagnostic légionellose

1005520210104

### **AXA France IARD SA**

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/3



- Prêt conventionné et prêts à taux zéro (normes d'habitabilité)
- Calcul des tantièmes et millièmes de copropriétés
- Diagnostic technique SRU - Diagnostic technique d'immeuble
- Diagnostic accessibilité des personnes à mobilité réduite
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de bâtiments conformément au Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011
- Recherche de plomb dans l'eau
- Dossier Amiante Parties Privatives

**A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL**

- Audit Energétique avec préconisation de mesures visant à réaliser des économies d'énergie
- Etude Capacitaire
- Mesurage d'empoussièrement en fibres d'amiante

**A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL**

**A L'EXCLUSION DE TOUTE PRESTATION DE REALISATION DE DEVIS OU CHIFFRAGE DE TRAVAUX.**

- Formation aux diagnostics immobiliers **SANS DELIVRANCE DE CERTIFICAT DE COMPETENCE**

## **ACTIVITE 2**

Prestations de relevé et modélisation 3D (B.I.M. : Building Information Modeling), pour le compte de maîtres d'ouvrages, maîtres d'œuvre et de bureaux d'études, relatives à tous types de bâtiments existants dans le cadre de projet de rénovation/réhabilitation ou de maintenance/exploitation

**A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL**

### **AXA France IARD SA**

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros  
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre  
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460  
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/3



NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	9 000 000 € par année d'assurance
<b>Dont :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Dommages corporels</b></li></ul>	9 000 000 € par année d'assurance
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus</b></li></ul>	3 000 000 € par année d'assurance
<b>Autres garanties :</b>	
<b>Faute inexcusable</b> (dommages corporels) (article 2.1 des conditions générales)	2 000 000 € par année d'assurance dont 1.000.000 € par sinistre
<b>Atteinte accidentelle à l'environnement</b> (tous dommages confondus) (article 3.1 des conditions générales)	750 000 € par année d'assurance
<b>Dommages immatériels non consécutifs</b> (selon extension aux conditions particulières y compris <b>la Responsabilité Civile Professionnelle obligatoire</b> )	3 000 000 € par année d'assurance
<b>Dommages aux biens confiés</b> (selon extension aux conditions particulières)	150 000 € par sinistre
<b>Reconstitution de documents/ médias confiés</b> (selon extension aux conditions particulières)	30 000 € par sinistre

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2021** au **01/01/2022** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 4 janvier 2021  
Pour la société :

**AXA France IARD SA**

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros  
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre  
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460  
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

3/3



## ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné BENOSMAN Lotfi, exerçant la profession d'opérateur en diagnostic immobilier, conformément à l'application de l'article L 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation, atteste sur l'honneur que :

- La présente prestation est réalisée en totale indépendance et impartialité.

- Je dispose des compétences requises pour effectuer le (ou les) diagnostic(s) convenu(s) ainsi qu'en atteste(nt) ma (ou mes) certification(s) de compétences, ainsi que de l'organisation et des moyens appropriés requis par les textes légaux et réglementaires.

- Certificat BUREAU VERITAS
- N° de certificat : 8280167
- Certificats délivrés jusqu'au :
  1. Amiante : 06/07/2027
  2. Plomb : 06/07/2027
  3. Termites : 06/07/2027
  4. Gaz : 06/07/2027
  5. Electricité : 06/07/2027
  6. DPE : 06.07/2027

- Je suis couvert par une assurance couvrant les éventuelles conséquences qui pourraient résulter de mon intervention.

- J'ai conscience que toute fausse déclaration ainsi que toute intervention effectuée en violation des contraintes légales est passible de sanctions pénales d'un montant de 1 500 € par infraction constatée, le double en cas de récidive.

Fait à CLICHY  
Le 24/09/2020  
Signature

**BUREAU VERITAS**  
Certification



**Certificat**  
Attribué à  
**BENOSMAN Lotfi**

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité

**DOMAINES TECHNIQUES**

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du Certificat*
<b>Amiante sans mention</b>	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	18/09/2020	06/07/2027
<b>Amiante avec mention</b>	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	18/09/2020	06/07/2027
<b>DPE sans mention</b>	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	18/09/2020	06/07/2027
<b>DPE avec mention</b>	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	18/09/2020	06/07/2027
<b>Electricité</b>	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	18/09/2020	06/07/2027
<b>Gaz</b>	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	18/09/2020	06/07/2027
<b>Plomb sans mention</b>	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	18/09/2020	06/07/2027
<b>Termites métropole</b>	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	18/09/2020	06/07/2027

Date : 18/09/2020

Numéro de certificat : 8280167

**Laurent Croguennec, Président**

\* Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des surveillances réalisées, ce certificat est valable jusqu'au : voir ci-dessus

Des informations supplémentaires concernant le périmètre de ce certificat ainsi que l'applicabilité des exigences du référentiel peuvent être obtenues en consultant l'organisme.

Pour vérifier la validité de ce certificat, vous pouvez aller sur [www.bureauveritas.fr/certification-diaq](http://www.bureauveritas.fr/certification-diaq)

Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Certification France  
Le Triangle de l'Arche, 9 cours du Triangle 92937 Paris-la-Défense CEDEX



# ANNEXE

## PLANS / CROQUIS

### Explications pour la lecture du plan / croquis :

Les informations notées sur les plans / croquis comprennent :

- **Les matériaux contenant de l'amiante**

Ils sont identifiés par des zones de couleurs (cf. légende)

- **Les matériaux susceptibles de contenir de l'amiante**

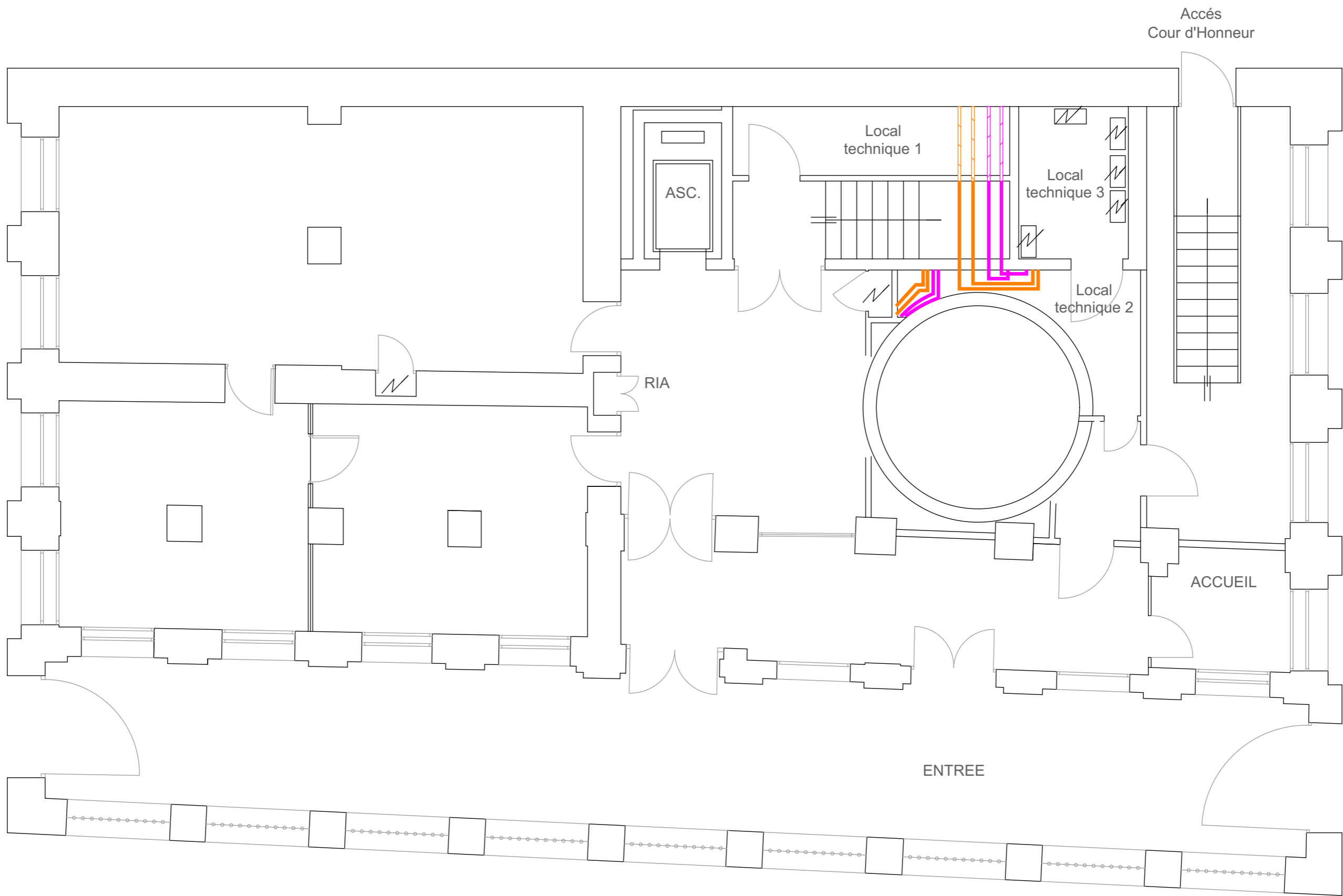
Si des investigations complémentaires sont nécessaires, il peut exister des matériaux pour lesquels un doute subsiste. Ces matériaux sont identifiés par des zones de couleurs (cf. légende)

- **Les zones hors champ de la mission**

Elles sont identifiées par des zones de couleurs (cf. légende)

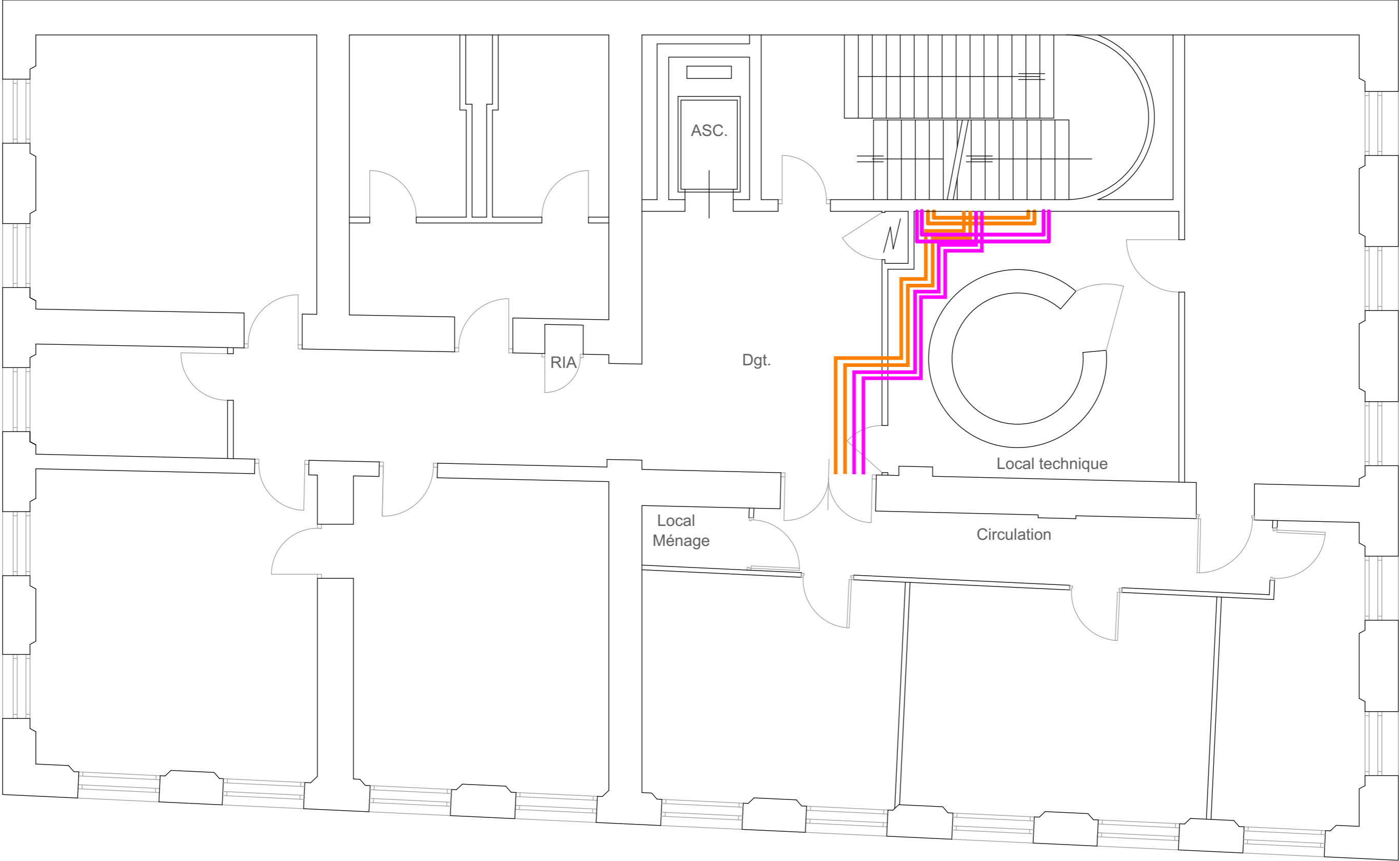
- **Les zones qui doivent faire l'objet d'investigations ultérieures**

Elles sont identifiées par des zones de couleurs (cf. légende)




ANNEXE : SCHÉMA DE REPÉRAGE

MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE			
N°	Type matériau	Descriptif	Légende
1	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur mousse bleue (EP)	
1	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur mousse bleue (AC2)	
2	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur laine minérale (EP)	
2	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur laine minérale (AC2)	





ANNEXE : SCHÉMA DE REPÉRAGE

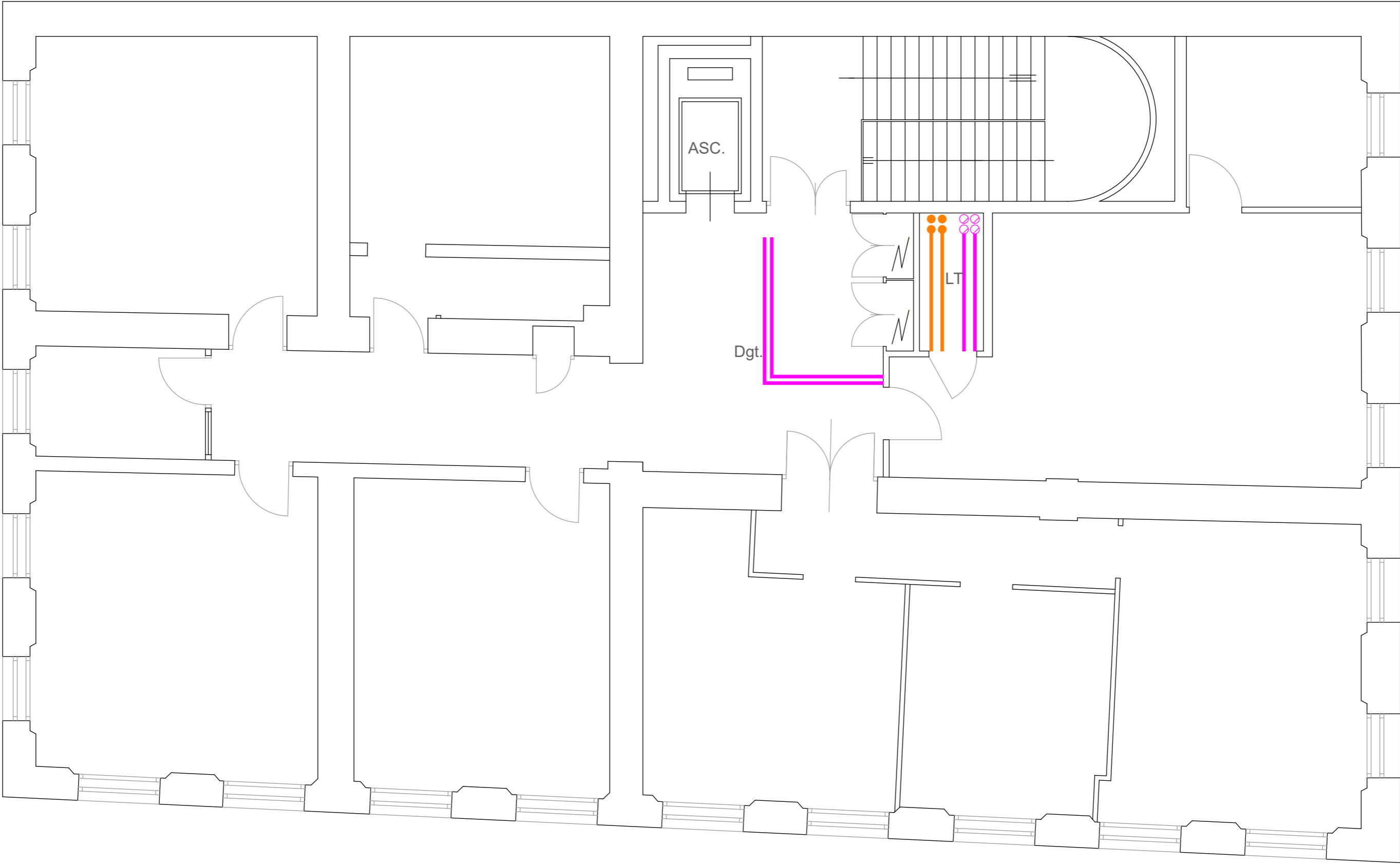


**QUALITAT**  
EXPERTISES  
92/98, Bd Victor Hugo 92110 CLICHY  
01 41 27 93 47 courriel@qualitat.fr


Dossier	40622-7
Date	12/2021
Format : A3	Page : 2/4

128 quai de la Rapée  
75012 PARIS

MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE			
N°	Type matériau	Descriptif	Légende
1	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur mousse bleue (EP)	
2	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur laine minérale (EP)	






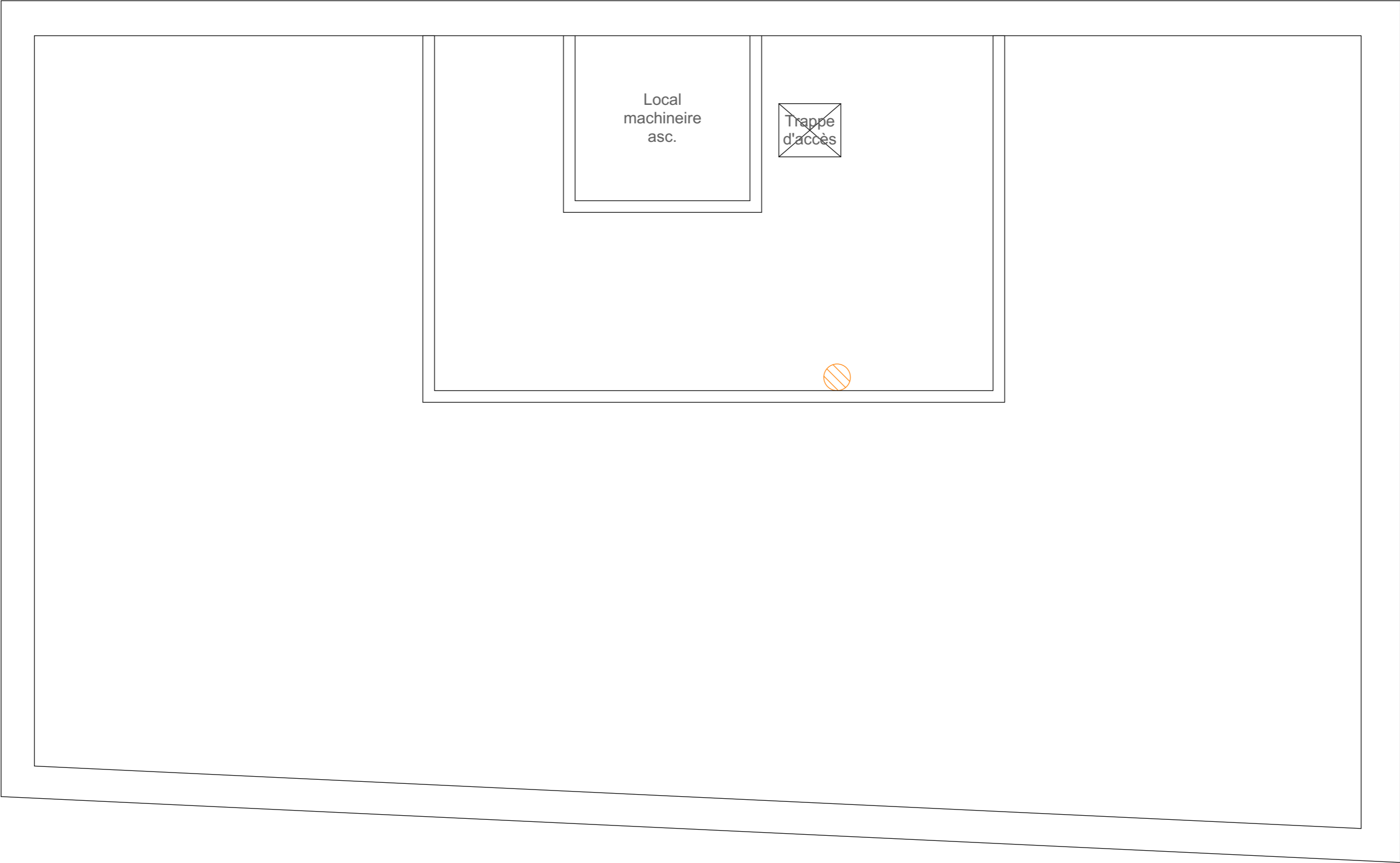
ANNEXE : SCHÉMA DE REPÉRAGE



**QUALITAT**  
EXPERTISES  
92/98, Bd Victor Hugo 92110 CLICHY  
01 41 27 93 47    courriel@qualitat.fr

Dossier	40622-7	128 quai de la Rapée 75012 PARIS
Date	12/2021	
Format : A3	Page : 3/4	

MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE			
N°	Type matériau	Descriptif	Légende
1	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur mousse bleue (EP)	
2	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur laine minérale (EP)	
2	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur laine minérale (AC2)	





**RAPPORT D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION  
DE MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE  
EN VUE DE LA MISE A JOUR DU DTA**

Référence rapport	19319-1	BON DE COMMANDE : 1508126744
Références client	Immeuble : H1	Lot gestion : -
Adresse du site	128, quai de la Rapée 75012 PARIS	
Type	Immeuble de bureaux	
Etendue de la mission	Ensemble des locaux présentant de l'amiante d'après le rapport de référence	
Locaux annexes	Néant	
Date de construction	Décennie 1980	

Propriétaire	Bureau SEP2B 139, rue de Bercy 75012 PARIS
Donneur d'ordre	Bureau SEP2B 139, rue de Bercy 75012 PARIS
Accompagnateur	MR PIERRE LAMERAND
Laboratoire d'analyse	EUROFINS 117, Quai de Valmy 75010 PARIS
Opérateur de repérage	Le présent rapport est établi par LOURENCO Victor - Certification n° C0738 délivrée par QUALIXPERT - 17 rue Borrel - 81100 CASTRES Date de validité : 21/01/2018
Date(s) de repérage	10/07/2017
Date du rapport	30/08/2017

**Rédacteur :** LOURENCO Victor

**Vérificateur :** AMAURY Hadrien

## Sommaire

<b>A. Conclusions.....</b>	<b>3</b>
<b>B. Documents de référence utilisés .....</b>	<b>5</b>
<b>C. Conditions de réalisation de l'évaluation .....</b>	<b>5</b>
1. Objet de la mission .....	5
2. Références réglementaires .....	5
3. Limite de la mission .....	5
4. Validité du rapport .....	5
5. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste A de l'annexe 13-9 .....	6
6. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste B de l'annexe 13-9 .....	7
<b>D. Résultats détaillés de l'évaluation.....</b>	<b>8</b>
1. Evaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste A .....	8
2. Evaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B .....	9
3. Evaluation de l'état de conservation des matériaux hors liste A et B .....	15
4. MCA non repérés .....	15
5. MCA retirés.....	15
6. Observations .....	16
<b>E. Annexe : Schéma de repérage.....</b>	<b>17</b>
<b>F. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité. ....</b>	<b>22</b>

## A. Conclusions

### Etat de conservation des matériaux repérés :

N°	Matériau	Localisation	Rapport de repérage de référence	Référence matériau initiale	Etat de conservation + Mesures réglementaires	Liste Matériau
1	Enveloppe de calorifuge bitumineuse sur mousse bleue	<u><b>R+1 :</b></u> DGT LOCAL TECHNIQUE  <u><b>R+2 :</b></u> LOCAL TECHNIQUE  <u><b>RDC :</b></u> CAGE ESCALIER LOCAL TECHNIQUE 1 LOCAL TECHNIQUE 2	Rapport de repérage N°HS/03/GDL/CB O/2603 du 22/12/2003 réalisé par Mr Gérard DELANCOIS de la société SOCOTEC	1	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle  EP – Evaluation Périodique	Liste B
		<u><b>RDC :</b></u> LOCAL TECHNIQUE 1  <u><b>COMBLES</b></u> COMBLES			Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle  AC2 - Action corrective de second niveau	
2	Enveloppe de calorifuge bitumineuse sur laine minérale	<u><b>R+1 :</b></u> DGT LOCAL TECHNIQUE  <u><b>R+2 :</b></u> DGT LOCAL TECHNIQUE  <u><b>RDC :</b></u> CAGE ESCALIER LOCAL TECHNIQUE 2	Rapport de repérage N°HS/03/GDL/CB O/2603 du 22/12/2003 réalisé par Mr Gérard DELANCOIS de la société SOCOTEC	2	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle  EP – Evaluation Périodique	Liste B
		<u><b>R+2 :</b></u> LOCAL TECHNIQUE  <u><b>RDC :</b></u> LOCAL TECHNIQUE 1			Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle  AC2 - Action corrective de second niveau	

QUALITAT Expertises	Amiante état de conservation 19319 - 1
Immeuble de bureaux – Bâtiment H1 128, quai de la Rapée 75012 PARIS	4/25

**Liste des matériaux non repérés :**

N°	Matériau	Localisation	Rapport de repérage de référence	Référence matériau initiale	Observations matériau	Liste Matériau
	NEANT					

**Liste des matériaux ayant été retirés :**

N°	Matériau	Localisation	Rapport de repérage de référence	Référence matériau initiale	Observations matériau	Liste Matériau
	NEANT					

## B. Documents de référence utilisés

### Rapports de repérage

Date rapport	Type rapport	Référence rapport	Nom du technicien	Société	Type de repérage	Conclusions
22/12/2003	Rapport de repérage	HS/03/GDL/C BO/2603	Mr Gérard DELANCOIS	SOCOTEC	Liste A et B	Présence d'amiante

### Autres documents

Date document	Type document	Référence document	Nom du technicien	Société
29/07/2009	FICHE RECAPITULATIVE	021 AMIA 001	Mr JACOB	APAVE

## C. Conditions de réalisation de l'évaluation

### 1. Objet de la mission

La Société QUALITAT Expertises a été sollicitée afin d'effectuer une évaluation de l'état de conservation de matériaux contenant de l'amiante repérés dans des rapports de repérage déjà existants et de confirmer le cas échéant le retrait de ces derniers. Il ne s'agit donc pas d'un repérage des matériaux contenant de l'amiante. La commande a été passée le 04/07/2017

### 2. Références réglementaires

Le présent rapport établit un diagnostic sur les risques inhérents à la présence d'amiante en application :

- Du code de la santé publique (partie réglementaire : R1334-14 à 29 ; partie législative L1334-13).
- Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 modifié le 01/02/2012 – Protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- De l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.
- De l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

### 3. Limite de la mission

La mission est limitée aux parties de l'immeuble bâti pour lesquelles une mission a été confiée à l'opérateur de repérage et aux éléments rendus accessibles lors de l'intervention de l'opérateur de repérage.

### 4. Validité du rapport

- Seule l'intégralité du rapport original peut engager la responsabilité de la Société QUALITAT Expertises.

QUALITAT Expertises	Amiante état de conservation 19319 - 1
Immeuble de bureaux – Bâtiment H1 128, quai de la Rapée 75012 PARIS	6/25

## 5. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste A de l'annexe 13-9

Le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R. 1334-20 selon les modalités suivantes :

- **Score 1 :** Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation des flocages

**L'évaluation périodique** de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception ;

- **Score 2 :** Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrément

**La mesure d'empoussièrément** dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R. 1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrément au propriétaire contre accusé de réception ;

3° Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Si le niveau d'empoussièrément mesuré dans l'air en application de l'article [R. 1334-27](#) est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article [R. 1334-20](#), dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrément ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrément mesuré dans l'air en application de l'article R. 1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante selon les modalités prévues à l'article [R. 1334-29](#).

- **Score 3 :** Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement des flocages

**Les travaux de retrait ou de confinement** mentionnés à la présente sous-section sont achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrément ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées sont mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et, dans tous les cas, à un niveau d'empoussièrément inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrément ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

QUALITAT Expertises	Amiante état de conservation 19319 - 1
Immeuble de bureaux – Bâtiment H1 128, quai de la Rapée 75012 PARIS	7/25

## 6. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste B de l'annexe 13-9

Recommandations détaillées en fonction des évaluations des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste B :

- **L'évaluation périodique :**

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette évaluation périodique consiste à :

a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;

b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

- **L'action corrective de premier niveau :**

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. A cette recommandation est associée, le cas échéant, un rappel de l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de premier niveau consiste à :

a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;

b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;

c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;

d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

- **L'action corrective de second niveau :**

Elle concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de second niveau consiste à :

a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;

b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;

c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;

d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

L'opérateur de repérage peut apporter des compléments et précisions à ces recommandations en fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation.

QUALITAT Expertises	Amiante état de conservation 19319 - 1
Immeuble de bureaux – Bâtiment H1 128, quai de la Rapée 75012 PARIS	8/25

## D. Résultats détaillés de l'évaluation

### 1. Evaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste A


Liste des matériaux de la liste A contenant de l'amiante encore en place et accessible le jour de notre visite avec l'état de conservation correspondant

Néant

QUALITAT Expertises	Amiante état de conservation 19319 - 1
Immeuble de bureaux – Bâtiment H1 128, quai de la Rapée 75012 PARIS	9/25

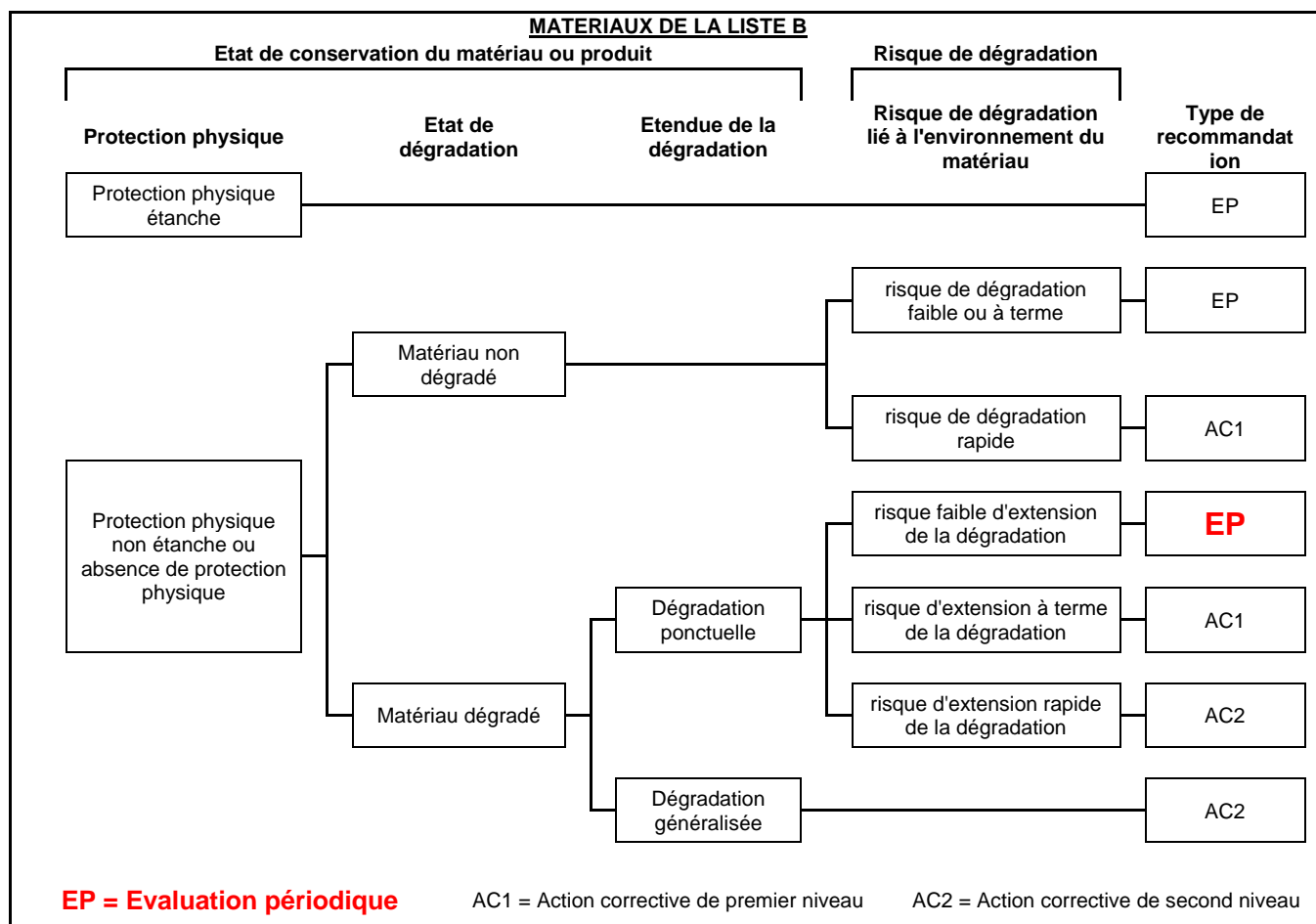
## 2. Evaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B

Liste des matériaux de la liste B contenant de l'amiante encore en place et accessible le jour de notre visite avec l'état de conservation correspondant

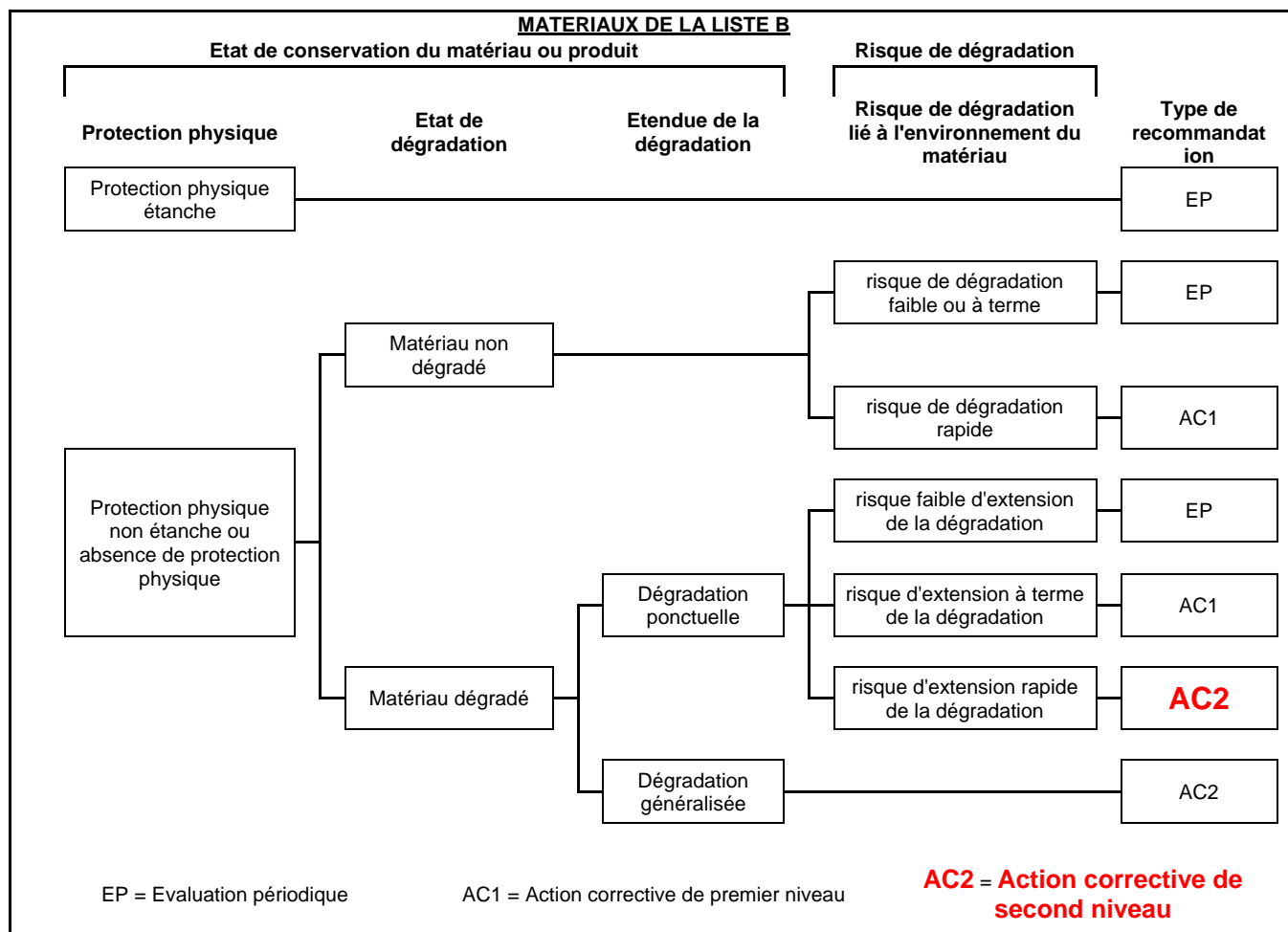
Matériau N°1 : Enveloppe de calorifuge		
Absence/Présence d'amiante	Matériau contenant de l'amiante	
Type Matériau	Enveloppe de calorifuge bitumineuse sur mousse bleue	
Rapport de référence	Rapport de repérage N°HS/03/GDL/CBO/2603 du 22/12/2003 réalisé par Mr Gérard DELANCOIS de la société SOCOTEC	
Réf. matériau (Dans rapport de référence)	1	

Localisation	Etat conservation	Mesures réglementaires	Mesures conservatoires
<u><b>R+1 :</b></u> DGT LOCAL TECHNIQUE <u><b>R+2 :</b></u> LOCAL TECHNIQUE <u><b>RDC :</b></u> CAGE ESCALIER LOCAL TECHNIQUE 1 LOCAL TECHNIQUE 2	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle	EP – Evaluation périodique	NEANT
<u><b>RDC :</b></u> LOCAL TECHNIQUE 1 <u><b>COMBLES</b></u> COMBLES	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle	AC2 - Action corrective de second niveau	Informers les acteurs concernés et limiter ou condamner l'accès aux locaux

**Grille d'état de conservation au sein des locaux où le matériau est présent hors locaux RDC / LOCAL  
TECHNIQUE 1 et COMBLES / COMBLES**




## Grille d'état de conservation des locaux RDC / LOCAL TECHNIQUE 1 et COMBLES / COMBLES



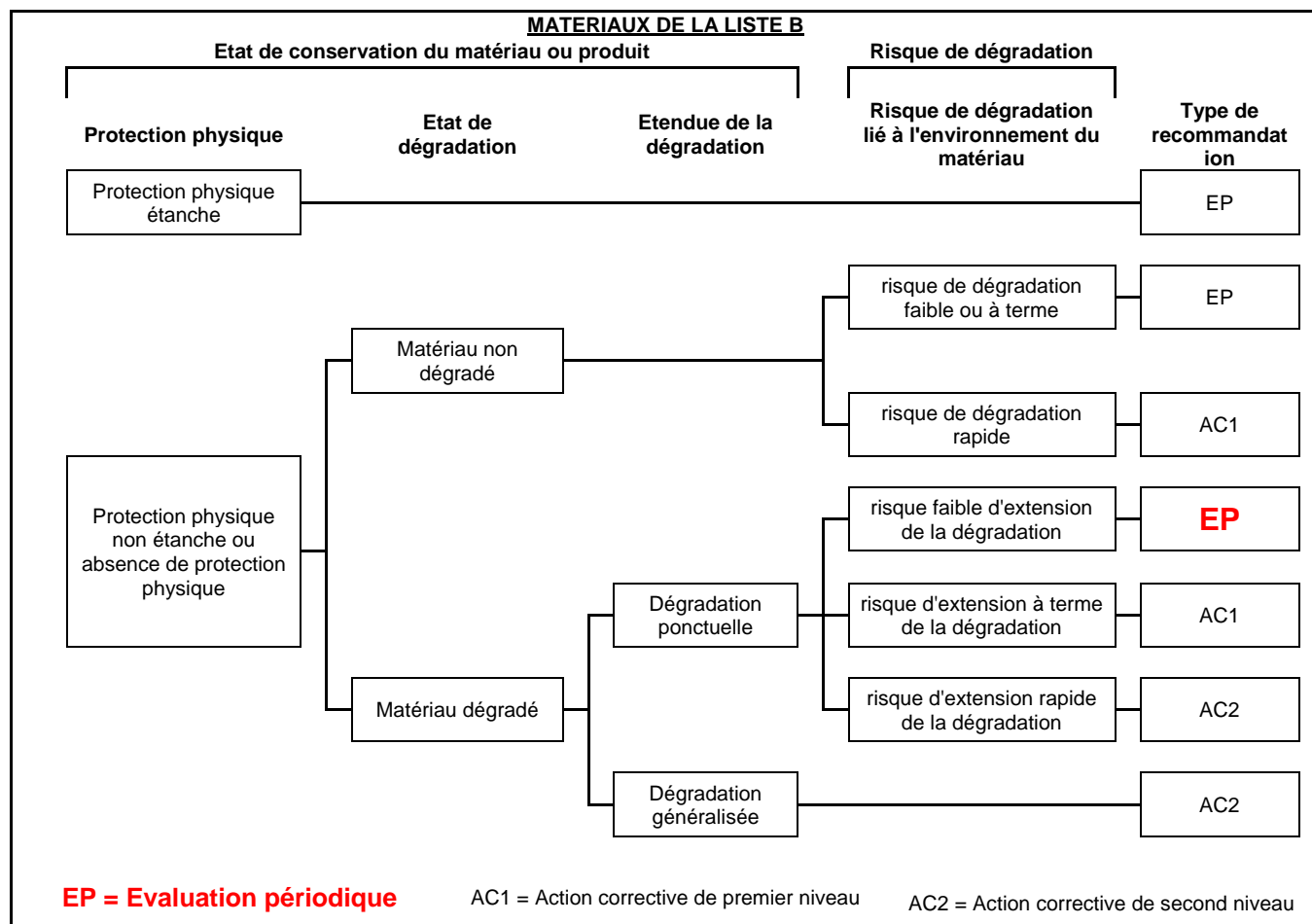
QUALITAT Expertises	Amiante état de conservation 19319 - 1
Immeuble de bureaux – Bâtiment H1 128, quai de la Rapée 75012 PARIS	12/25

## Matériau N°2 : Enveloppe de calorifuge

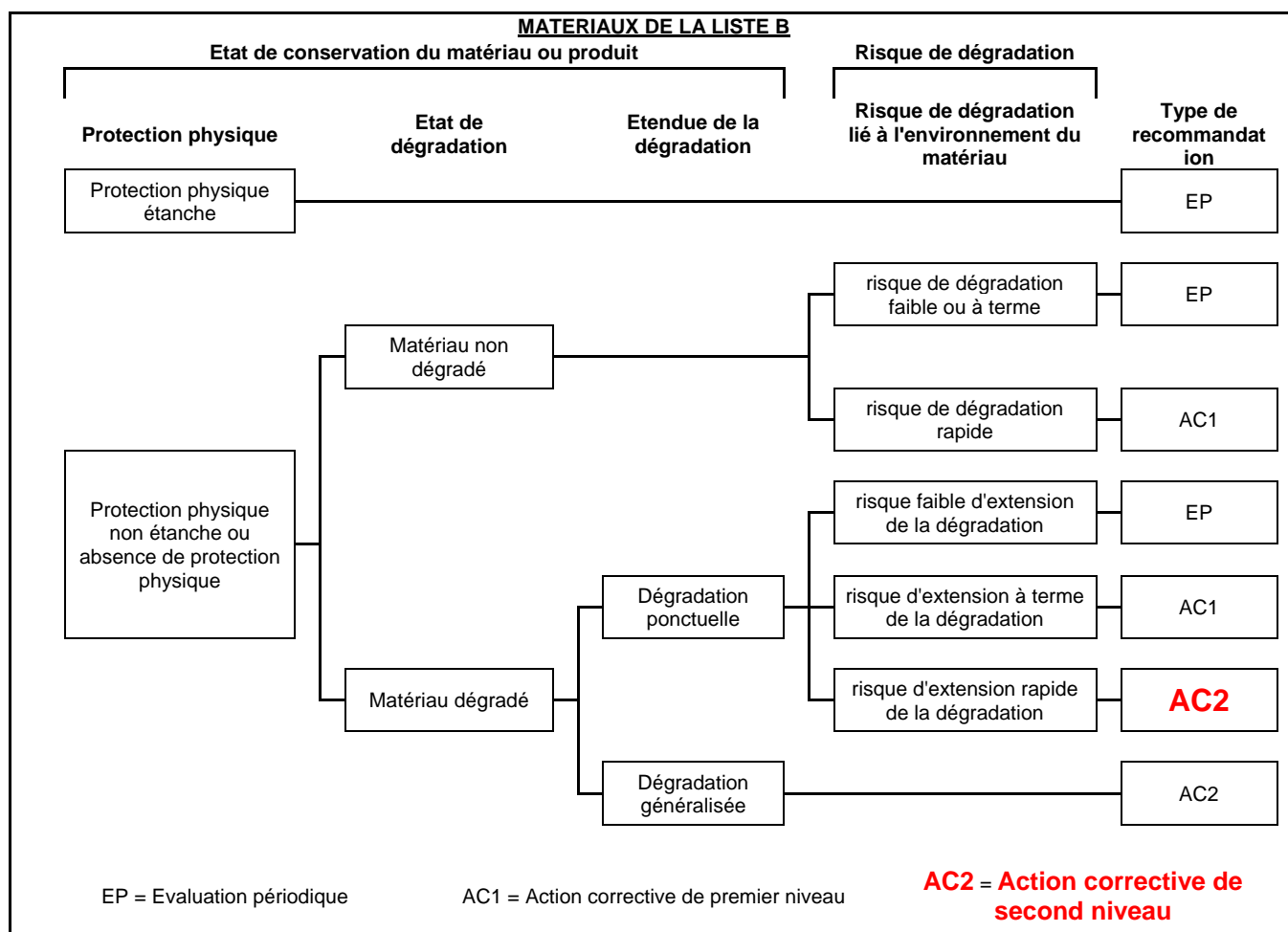
Absence/Présence d'amiante	<b>Matériau contenant de l'amiante</b>	
Type Matériau	Enveloppe de calorifuge bitumineuse sur laine minérale	
Rapport de référence	Rapport de repérage N°HS/03/GDL/CBO/2603 du 22/12/2003 réalisé par Mr Gérard DELANCOIS de la société SOCOTEC	
Réf. matériau (Dans rapport de référence)	2	

Localisation	Etat conservation	Mesures réglementaires	Mesures conservatoires
<u><b>R+1 :</b></u> DGT LOCAL TECHNIQUE <u><b>R+2 :</b></u> DGT LOCAL TECHNIQUE <u><b>RDC :</b></u> CAGE ESCALIER LOCAL TECHNIQUE 2	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle	EP – Evaluation périodique	NEANT
<u><b>R+2 :</b></u> LOCAL TECHNIQUE <u><b>RDC :</b></u> LOCAL TECHNIQUE 1	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle	AC2 - Action corrective de second niveau	Informers les acteurs concernés et limiter ou condamner l'accès au locaux

**Grille d'état de conservation au sein des locaux où le matériau est présent hors locaux RDC / LOCAL  
TECHNIQUE 1 et R+2 / LOCAL TECHNIQUE**



## Grille d'état de conservation au sein des locaux RDC / LOCAL TECHNIQUE 1 et R+2 / LOCAL TECHNIQUE



QUALITAT Expertises	Amiante état de conservation 19319 - 1
Immeuble de bureaux – Bâtiment H1 128, quai de la Rapée 75012 PARIS	15/25

### 3. Evaluation de l'état de conservation des matériaux hors liste A et B

Liste des matériaux n'appartenant ni à la liste A ni à la liste B et contenant de l'amiante encore en place et accessible le jour de notre visite avec l'état de conservation correspondant.

Néant

### 4. MCA non repérés

Liste des matériaux non repérés le jour de notre visite pour lesquels il ne nous a, par conséquent, pas été possible d'établir l'état de conservation correspondant.

Néant

### 5. MCA retirés

Liste des matériaux ayant été retirés. Conclusions basées sur un constat visuel ou après consultation de documents spécifiques.

Néant

QUALITAT Expertises	Amiante état de conservation 19319 - 1
Immeuble de bureaux – Bâtiment H1 128, quai de la Rapée 75012 PARIS	16/25

## 6. Observations

Locaux non visités	Justification
NEANT	

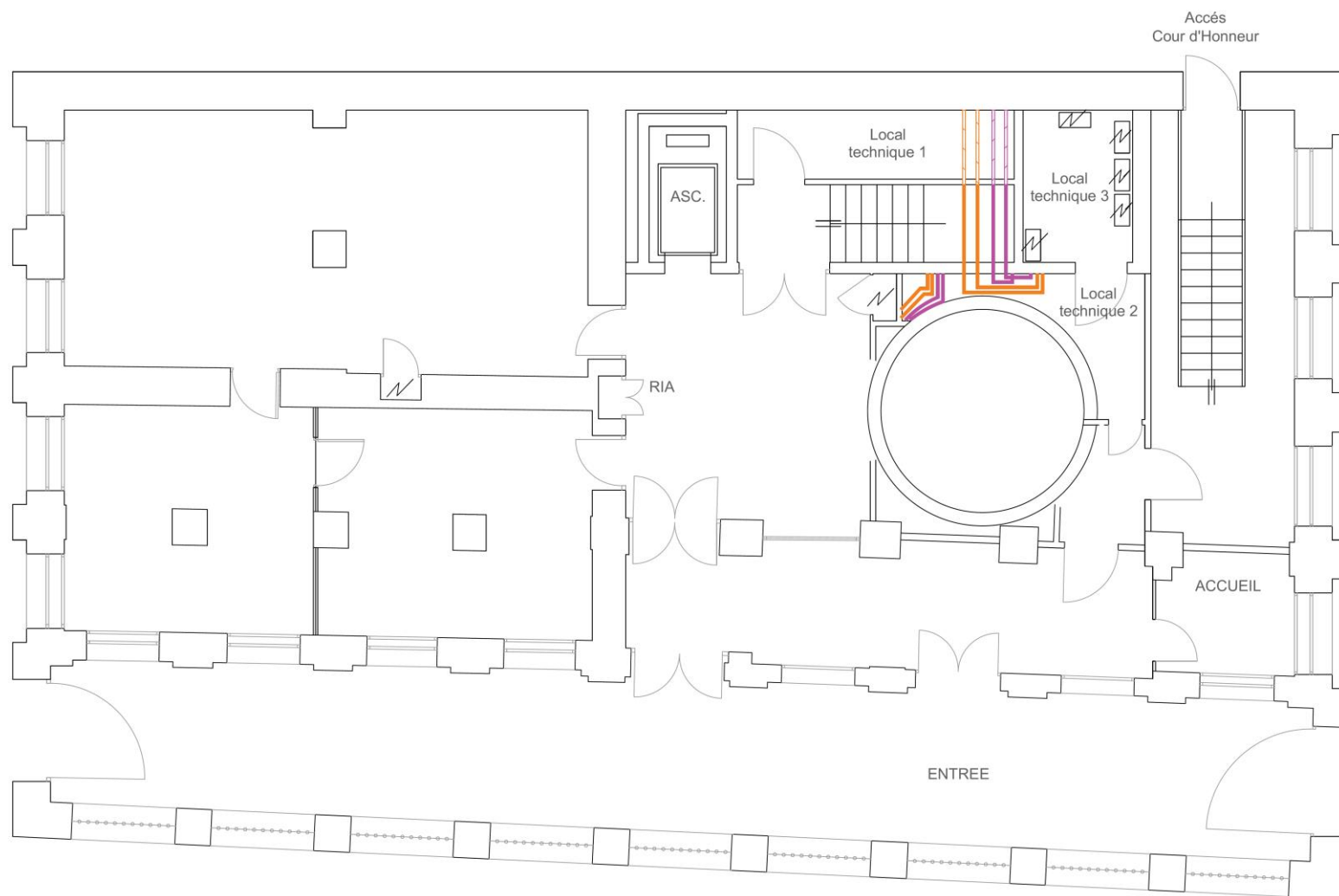
Liste des investigations approfondies à mettre en place pour mener la mission à son terme
NEANT

Observations
<p>Nous suspectons que les matériaux amiantés objet de l'évaluation de l'état de conservation soient présents au sein d'autres locaux du bâtiment, en compléments des locaux listés dans les conclusion du rapport de référence. Les réseaux semblent en effet deservir des émetteurs présents dans l'ensemble du bâtiment. A noter que la présence de faux-plafond non-démontables ne permet pas de visualiser les plénums sur l'ensemble du bâtiment.</p>

QUALITAT Expertises	Amiante état de conservation 19319 - 1
Immeuble de bureaux – Bâtiment H1 128, quai de la Rapée 75012 PARIS	17/25

## E. Annexe : Schéma de repérage

RDC



MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE			
N°	Type matériau	Descriptif	Légende
1	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur mousse bleue (EP)	
1	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur mousse bleue (AC2)	
2	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur laine minérale (EP)	
2	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur laine minérale (AC2)	

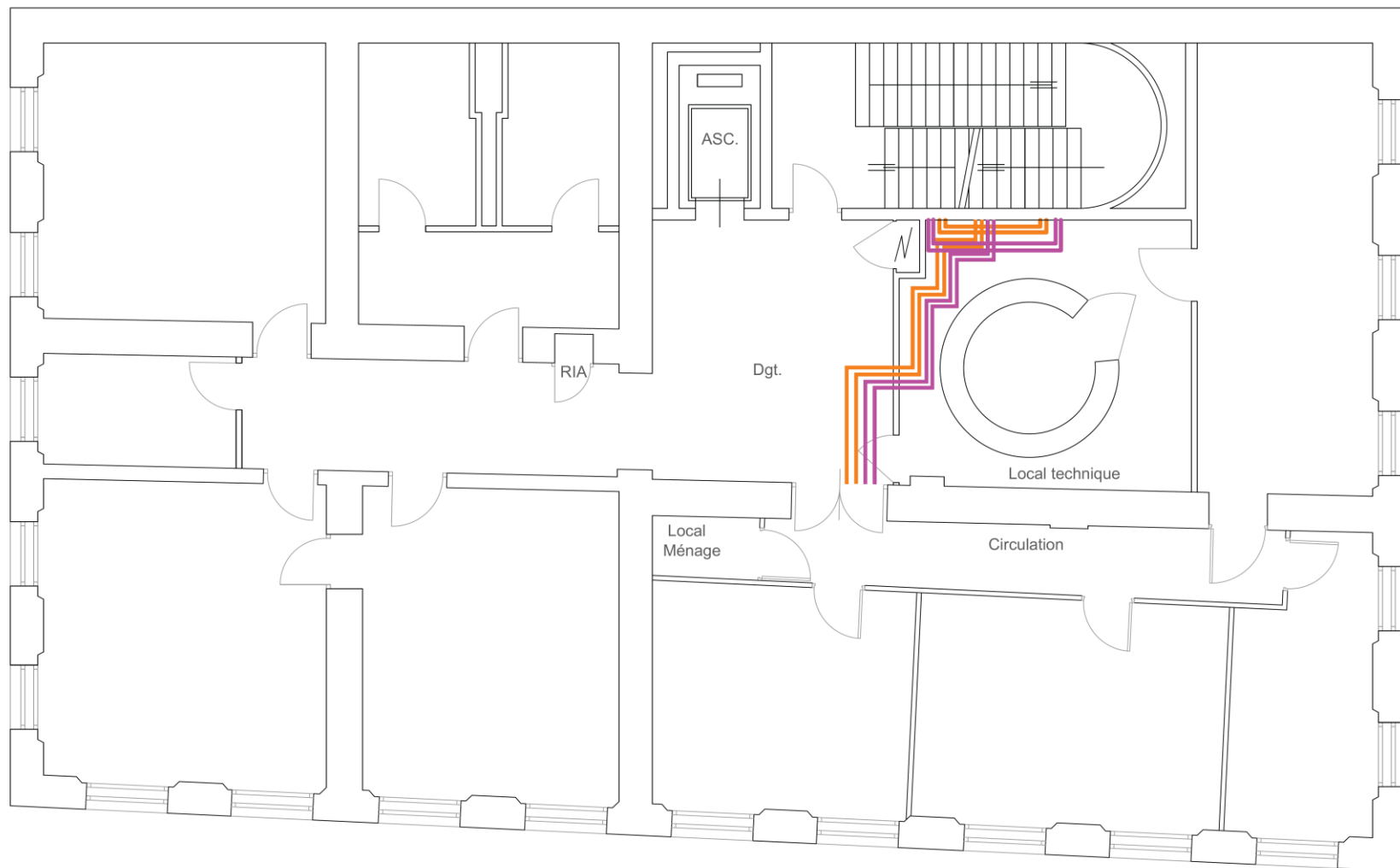
ANNEXE : SCHÉMA DE REPÉRAGE

**QUALITAT**  
EXPERTISES  
92/98, Bd Victor Hugo 92110 CLICHY  
01 41 27 93 47 courriel@qualitat.fr

Dossier	19319-1
Date	07/2017
Format	A3

128 quai de la Rapée  
75012 PARIS

R+1



ANNEXE : SCHÉMA DE REPÉRAGE

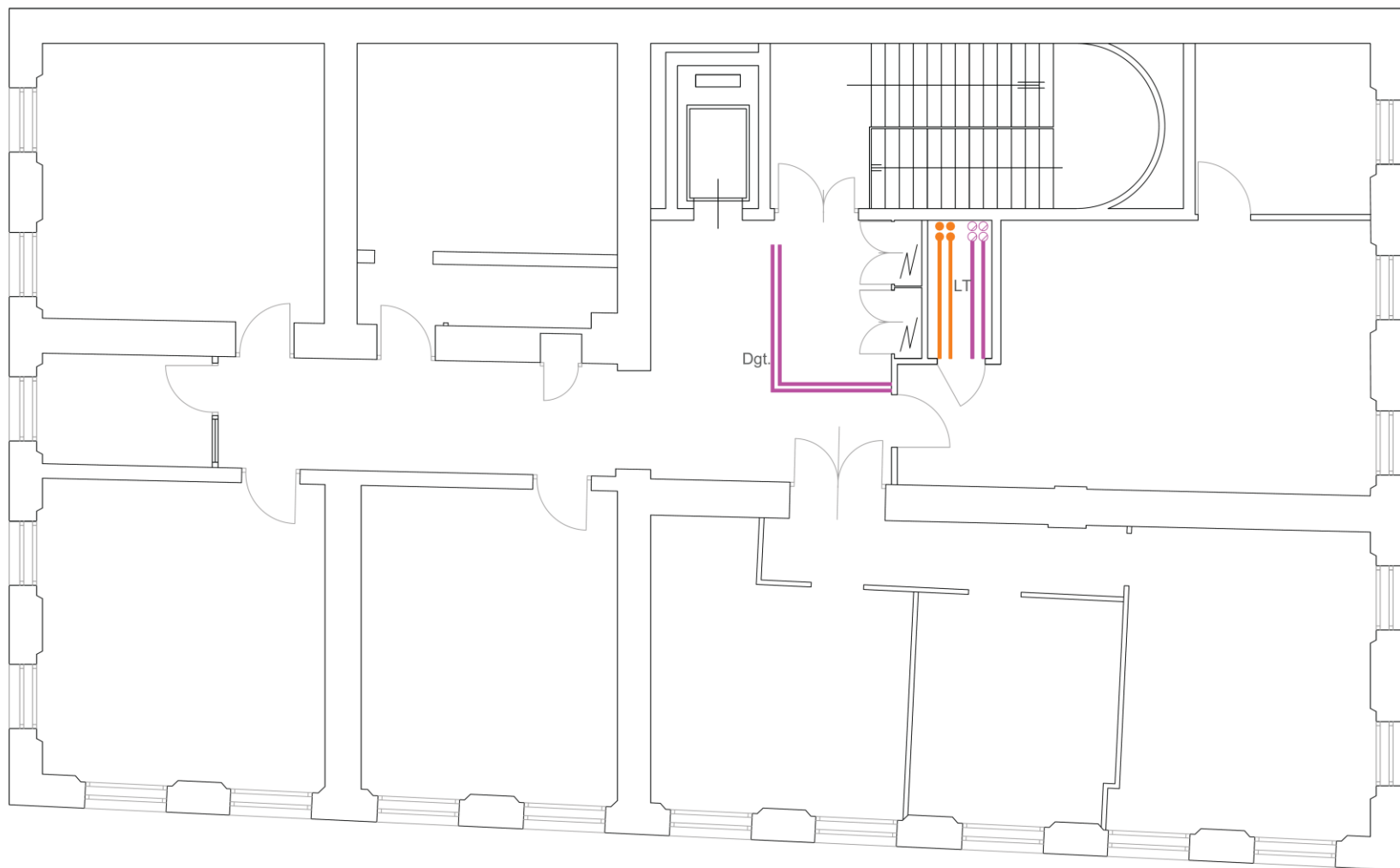
**QUALITAT**  
EXPERTISES  
92/98, Bd Victor Hugo 92110 CLICHY  
01 41 27 93 47 courriel@qualitat.fr

Dossier	19319-1
Date	07/2017
Format	A3

128 quai de la Rapée  
75012 PARIS

MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE			
N°	Type matériau	Descriptif	Légende
1	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur mousse bleue (EP)	<span style="color: orange;">—</span>
2	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur laine minérale (EP)	<span style="color: purple;">—</span>

R+2



ANNEXE : SCHÉMA DE REPÉRAGE

**QUALITAT**  
EXPERTISES  
92/98, Bd Victor Hugo 92110 CLICHY  
01 41 27 93 47 courriel@qualitat.fr

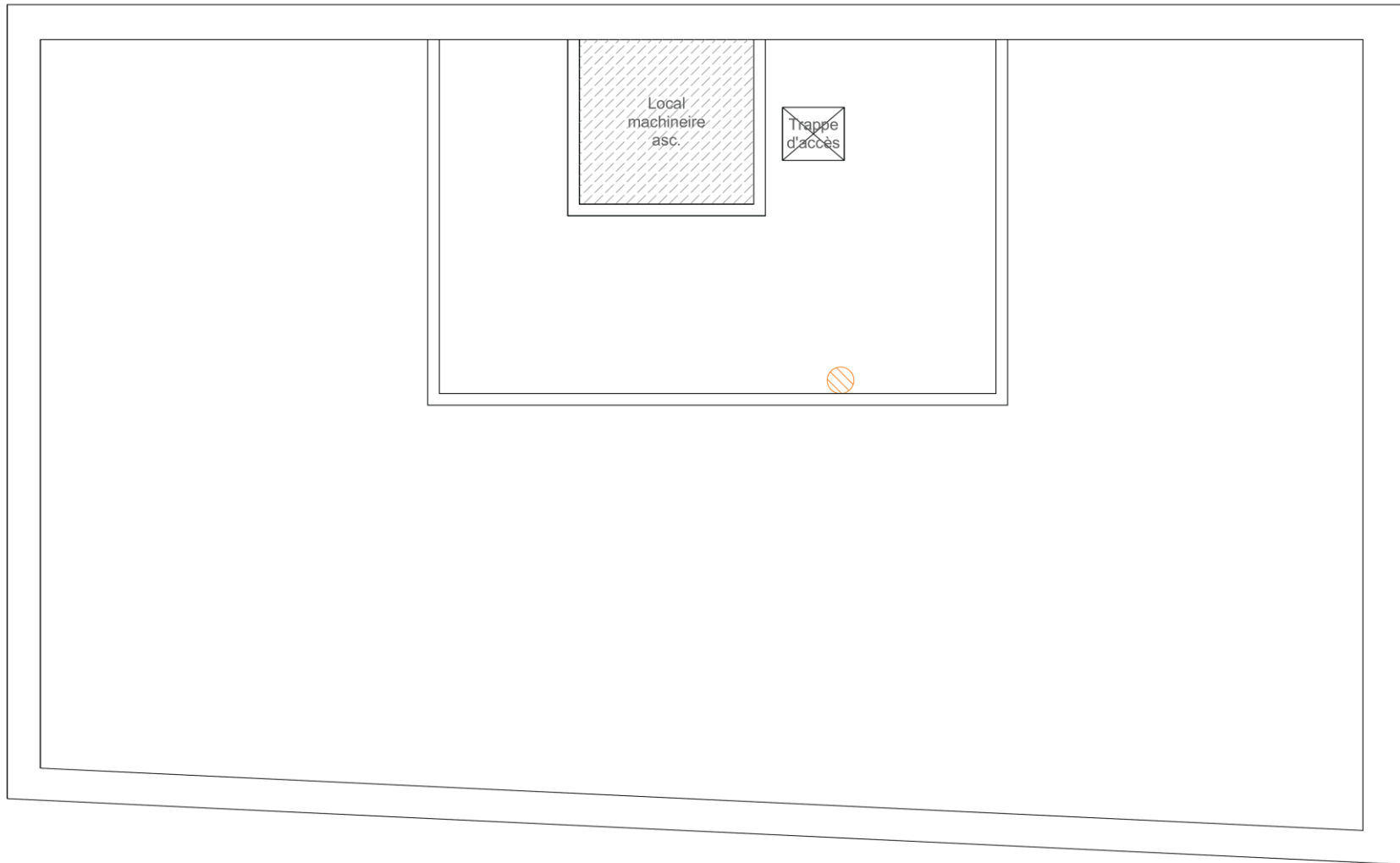
Dossier	19319-1
Date	07/2017
Format	A3

128 quai de la Rapée  
75012 PARIS

MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE			
N°	Type matériau	Descriptif	Légende
1	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur mousse bleue (EP)	
2	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur laine minérale (EP)	
2	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur laine minérale (AC2)	

## Combles

LÉGENDE	
Locaux non visités	



### ANNEXE : SCHÉMA DE REPÉRAGE

**QUALITAT**  
EXPERTISES  
92/98, Bd Victor Hugo 92110 CLICHY  
01 41 27 93 47 courriel@qualitat.fr

Dossier	19319-1
Date	07/2017
Format	A3

128 quai de la Rapée  
75012 PARIS

MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE			
N°	Type matériau	Descriptif	Légende
1	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur mousse bleue (AC2)	

QUALITAT Expertises	Amiante état de conservation 19319 - 1
Immeuble de bureaux – Bâtiment H1 128, quai de la Rapée 75012 PARIS	22/25

## F. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité.

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES



ATTESTATION

SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE  
0092 BD VICTOR HUGO  
92 A 98  
92110 CLICHY FR

COURTIER

CARENE ASSCES PACT OFFICE  
9 PLACE BENOIT CREPU  
BP 5004  
69245 LYON CEDEX 05  
Tél : 04 72 41 96 96  
Fax : 04 72 40 99 96  
Portefeuille : 0201351084

Vos références :

Contrat n° 4981163004  
Client n° 0404788720

AXA France IARD, atteste que :

SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE  
0092 BD VICTOR HUGO  
92 A 98  
92110 CLICHY

Est titulaire d'un contrat d'assurance N° 4981163004 garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités suivantes

ACTIVITE 1 :

- Contrôle périodique amiante
- Diagnostic amiante avant travaux/avant démolition
- Diagnostic amiante avant vente
- Dossier technique amiante
- contrôle visuel amiante après travaux, conformément à la norme NFX 46 021
- Diagnostic gaz
- Diagnostic termites
- Etat parasitaire
- Exposition au plomb (CREP)
- Recherche de plomb avant travaux
- Diagnostic d'intoxication au plomb peinture (DRIP)
- Loi Carrez
- Mesurage surface utile
- Mesurage SHON (Surface Hors Œuvre Nette) et SHOB (Surface Hors Œuvre Brute)
- Mesurage surface de plancher
- Etat des risques naturels, miniers et technologiques
- Diagnostic de performance énergétique
- Etat de l'installation intérieure de l'électricité
- Diagnostic légionellose
- Prêt conventionné et prêts à taux zéro (normes d'habitabilité)
- Calcul des tantièmes et millièmes de copropriétés
- Diagnostic technique SRU - Diagnostic technique d'immeuble
- Diagnostic accessibilité des personnes à mobilité réduite
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de bâtiments conformément au Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011
- Recherche de plomb dans l'eau

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

- Audit Energétique avec préconisation de mesures visant à réaliser des économies d'énergie
- Etude Capacitaire
- Mesurage d'empoussièrement en fibres d'amiante

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

**AXA France IARD SA**

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros  
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre  
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460  
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2

QUALITAT Expertises	Amiante état de conservation 19319 - 1
Immeuble de bureaux – Bâtiment H1 128, quai de la Rapée 75012 PARIS	23/25

A L'EXCLUSION DE TOUTE PRESTATION DE REALISATION DE DEVIS OU CHIFFRAGE DE TRAVAUX.

- Formation aux diagnostics immobiliers SANS DELIVRANCE DE CERTIFICAT DE COMPETENCE

#### ACTIVITE 2

Prestations de relevé et modélisation 3D (B.I.M. : Building Information Modeling), pour le compte de maîtres d'ouvrages, maîtres d'œuvre et de bureaux d'études, relatives à tous types de bâtiments existants dans le cadre de projet de rénovation/réhabilitation ou de maintenance/exploitation A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2017 au 01/01/2018 sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS

le 28 décembre 2016

Pour la société :

#### Montant des garanties

(« Lorsqu'un même sinistre met en jeu simultanément différentes garanties, l'engagement maximum de l'assureur n'excède pas, pour l'ensemble des dommages, le plus élevé des montants prévus pour ces garanties » ainsi qu'il est précisé à l'article 6.3 des conditions générales. )

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	9 000 000 € par année d'assurance
Dont :	
• Dommages corporels	9 000 000 € par année d'assurance
• Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus	3 000 000 € par année d'assurance
Autres garanties :	
Atteinte accidentelle à l'environnement (tous dommages confondus) (article 3.1 des conditions générales)	750 000 € par année d'assurance
Dommages immatériels non consécutifs (selon extension aux conditions particulières y compris la Responsabilité Civile Professionnelle obligatoire)	3 000 000 € par année d'assurance
Dommages aux biens confiés (selon extension aux conditions particulières)	150 000 € par sinistre
Reconstitution de documents/ médias confiés (selon extension aux conditions particulières)	30 000 € par sinistre

#### AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros  
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre  
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460  
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2

QUALITAT Expertises	Amiante état de conservation 19319 - 1
Immeuble de bureaux – Bâtiment H1 128, quai de la Rapée 75012 PARIS	24/25

## ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné LOURENCO Victor, exerçant la profession d'opérateur en diagnostic immobilier, conformément à l'application de l'article L 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation, atteste sur l'honneur que :

- La présente prestation est réalisée en totale indépendance et impartialité.

- Je dispose des compétences requises pour effectuer le (ou les) diagnostic(s) convenu(s) ainsi qu'en atteste(nt) ma (ou mes) certification(s) de compétences, ainsi que de l'organisation et des moyens appropriés requis par les textes légaux et réglementaires.

- Certificat QUALIXPERT
- N° de certificat C0738
- Certificats délivrés jusqu'au :

1. Amiante : 21/01/2018
2. Plomb : 19/02/2018


- Je suis couvert par une assurance couvrant les éventuelles conséquences qui pourraient résulter de mon intervention.

- J'ai conscience que toute fausse déclaration ainsi que toute intervention effectuée en violation des contraintes légales est passible de sanctions pénales d'un montant de 1 500 € par infraction constatée, le double en cas de récidive.

Fait à CLICHY  
Le 09/01/2017  
Signature



QUALITAT Expertises	Amiante état de conservation 19319 - 1
Immeuble de bureaux - Bâtiment H1 128, quai de la Rapée 75012 PARIS	25/25




**Certificat N° C0738**

**Monsieur Victor LOURENCO**

Certié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com) conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :




**cofrac**  
CERTIFICATION  
DE PERSONNES  
ACCREDITATION  
N° 4-0524  
PORTEE  
DISPONIBLE SUR  
[WWW.COFRAC.FR](http://WWW.COFRAC.FR)

<b>Amiante sans mention</b>	<b>Certificat valable</b> Du 22/01/2013 au 16/08/2017	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
<b>Amiante avec mention</b>	<b>Certificat valable</b> Du 17/08/2017 au 21/01/2018	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
<b>Constat de risque d'exposition au plomb</b>	<b>Certificat valable</b> Du 20/02/2013 au 19/02/2018	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de

Date d'établissement le jeudi 17 août 2017

**Marjorie ALBERT**  
Directrice Administrative

Plo


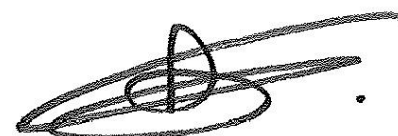


100 17 rue Bardi - 81100 CASTRES  
 F09 Certification de compétence version K 140415  
 Tel : 05 63 78 06 15 - Fax : 05 63 78 32 87 - [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com)  
 met en capital de 6000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018

## RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE EN VUE DE LA CONSTITUTION DU DTA

Référence rapport	19319-1	BON DE COMMANDE : 1508126744
Références client	Immeuble : H1	Lot gestion : -
Adresse du site	128, quai de la Rapée 75012 PARIS	
Type	Immeuble de bureaux	
Etendue de la mission N° de lot(s) copropriété	Ensemble des éléments extérieurs	
Locaux annexes	Néant	
Date de construction / Date de permis de construire	Décennies 1980	

Propriétaire	Bureau SEP2B 139, rue de Bercy 75012 PARIS
Donneur d'ordre	Bureau SEP2B 139, rue de Bercy 75012 PARIS
Accompagnateur	MR PIERRE LAMERAND
Laboratoire d'analyse	EUROFINS 117, Quai de Valmy 75010 PARIS
Opérateur de repérage	Le présent rapport est établi par une personne, LOURENCO Victor, dont les compétences sont certifiées par QUALIXPERT - 17 rue Borrel - 81100 CASTRES - Certification n° C0738 Date de validité : 21/01/2018
Date(s) de repérage	10/07/2017
Date d'édition du rapport	30/08/2017

<u>Rédacteur (Technicien) :</u> LOURENCO Victor 	<u>Vérificateur (Coordonnateur projets) :</u> AMAURY Hadrien 
---	--

Historique des mises à jour du rapport		
Date	Objet	Modifications
30/08/2017	Création rapport	Pas de modification

## Sommaire

<b>A. Conclusions.....</b>	<b>3</b>
<b>B. Conditions de réalisation du repérage.....</b>	<b>4</b>
1. Objet de la mission .....	4
2. Références réglementaires .....	5
3. Limite de la mission .....	5
4. Validité du rapport .....	5
5. Documents fournis par le donneur d'ordre .....	5
6. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste A de l'annexe 13-9 .....	6
7. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste B de l'annexe 13-9 .....	7
<b>C. Résultats détaillés du repérage .....</b>	<b>8</b>
1. Liste des locaux visités .....	8
2. Matériaux et produits recensés .....	8
3. Matériaux et produits recensés par local.....	8
4. Eléments de construction pouvant occulter des MCA.....	8
<b>D. Annexe : Schéma de repérage .....</b>	<b>9</b>
<b>E. Annexe : Recommandations générales de sécurité .....</b>	<b>11</b>
<b>F. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité. ....</b>	<b>13</b>

QUALITAT Expertises	Rapport de repérage amiante en vue de la constitution du DTA – 19319 - 1
Immeuble de bureaux – Bâtiment H1 128, quai de la Rapée 75012 PARIS	3/16


## A. Conclusions

**Il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.**

Locaux non visités	Justification
ÉLÉMENTS EXTERIEURS / COUVERTURE	Accès impossible en l'absence de sécurisation

« Les obligations réglementaires prévues aux articles R. 1334-15 à R. 1334-18 du code de la santé publique ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 12/12/2012 »

Liste des investigations approfondies à mettre en place pour mener la mission à son terme
NEANT

Observations
<p>L'absence d'un accès sécurisé à la couverture ne nous a pas permis d'effectuer un repérage sur la souche de cheminé présente en toiture :</p> 

## B. Conditions de réalisation du repérage

### 1. Objet de la mission

La Société QUALITAT Expertises a été sollicitée afin d'effectuer un repérage sur les éléments définis en annexe du Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis en vue d'identifier et de localiser les matériaux ou produits contenant de l'amiante incorporés dans l'immeuble et susceptibles de libérer des fibres d'amiante en cas d'agression mécanique résultant de l'usage des locaux (chocs et frottements) ou générés à l'occasion d'opération d'entretien ou de maintenance. La commande a été passée le 04/07/2017

Liste des éléments concernés par le repérage :

#### Liste A mentionnée à l'article R. 1334-20

##### COMPOSANT À SONDER OU À VÉRIFIER

Flocages  
Calorifugeages  
Faux plafonds

#### Liste B mentionnée à l'article R. 1334-21

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
<b>1. Parois verticales intérieures</b>	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs).	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu.
Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux de cloisons.
<b>2. Planchers et plafonds</b>	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés.
Planchers.	Dalles de sol.
<b>3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs</b>	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...).	Conduits, enveloppes de calorifuges.
Clapets/ volets coupe-feu.	Clapets, volets, rebouchage.
Portes coupe-feu.	Joints (tresses, bandes).
Vide-ordures.	Conduits.
<b>4. Eléments extérieurs</b>	
Toitures.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux.
Bardages et façades légères.	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment).
Conduits en toiture et façade.	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épandements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes. Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

## 2. Références réglementaires

Le présent rapport établit un diagnostic sur les risques inhérents à la présence d'amiante en application :

- Du code de la santé publique (partie réglementaire : R1334-14 à 29 ; partie législative L1334-13).
- Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 modifié le 01/02/2012 – Protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 12 Décembre 2012 modifié le 01/01/2013 – Evaluation état de conservation liste A
- Arrêté du 12 Décembre 2012 modifié le 01/01/2013 – Evaluation état de conservation liste B
- Arrêté du 21 Décembre 2012 modifié le 01/01/2013 – Contenu de la fiche récapitulative.
- Arrêté du 26 juin 2013 modifiant les arrêtés du 12 décembre 2012

Quelques rappels de certaines obligations du propriétaire :

- Pour se dégager complètement de ses obligations réglementaires prévues aux articles R.1334-15 à R. 1334-18 du code de la santé publique, le propriétaire devra s'organiser et donner accès aux locaux non visités identifiés dans ce rapport. Ceci permettra la réalisation des repérages complémentaires nécessaires.
- Selon les articles 6 des 2 arrêtés du 12 décembre 2012, le propriétaire devra communiquer ce rapport à toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

## 3. Limite de la mission

La mission est limitée aux parties de l'immeuble bâti pour lesquelles une mission a été confiée à l'opérateur de repérage et aux éléments rendus accessibles lors de l'intervention de l'opérateur de repérage.

Dans le cas d'un bien soumis au statut de copropriété, le constat des parties communes est décrit dans la fiche récapitulative du DTA (Dossier Technique « Amiante ») détenue par le syndic (s'il a été effectué).

## 4. Validité du rapport

- Seule l'intégralité du rapport original peut engager la responsabilité de la Société QUALITAT Expertises.
- Lors d'opérations de réhabilitation, rénovation, réaménagement, les obligations de protection des travailleurs selon le décret n° 2006-761 devront conduire à la réalisation d'une recherche d'amiante dans les matériaux et produits concernés par les travaux. En cas de démolition, un repérage de l'amiante est à effectuer dans le cadre de l'arrêté du 26/06/2013.

## 5. Documents fournis par le donneur d'ordre

Les documents ci-dessous ont été fournis par le donneur d'ordre ou son représentant :

### Rapports de repérage

Date rapport	Type rapport	Référence rapport	Nom du technicien	Société	Type de repérage	Conclusions
30/08/2017	Rapport état de conservation	19319-1	LOURENCO Victor	QUALITAT Expertises	Liste A et B	Présence d'amiante
30/08/2017	Rapport de repérage	19319-1	LOURENCO Victor	QUALITAT Expertises	Liste A et B	Absence d'amiante
22/12/2003	Rapport de repérage	HS/03/GDL/C BO/2603	Mr Gérard DELANCOIS	SOCOTEC	Liste A et B	Présence d'amiante

### Autres documents

Date document	Type document	Référence document	Nom du technicien	Société
29/07/2009	FICHE RECAPITULATIVE	021 AMIA 001	Mr JACOB	APAVE

## 6. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste A de l'annexe 13-9

Le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R. 1334-20 selon les modalités suivantes :

- **Score 1 :** Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation du matériau

**L'évaluation périodique** de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception ;

- **Score 2 :** Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement

**La mesure d'empoussièrement** dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R. 1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception ;

3° Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article [R. 1334-27](#) est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article [R. 1334-20](#), dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R. 1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante selon les modalités prévues à l'article [R. 1334-29](#).

- **Score 3 :** Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement du matériau

**Les travaux de retrait ou de confinement** mentionnés à la présente sous-section sont achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées sont mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et, dans tous les cas, à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

## 7. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste B de l'annexe 13-9

Recommandations détaillées en fonction des évaluations des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste B :

- **L'évaluation périodique :**

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette évaluation périodique consiste à :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

- **L'action corrective de premier niveau :**

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. A cette recommandation est associé, le cas échéant, un rappel de l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de premier niveau consiste à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

- **L'action corrective de second niveau :**

Elle concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de second niveau consiste à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

## C. Résultats détaillés du repérage

### 1. Liste des locaux visités

#### ÉLÉMENTS EXTERIEURS :

ABORDS  
FACADES

### 2. Matériaux et produits recensés

N°	type matériau	Localisation	état conservation	Commentaires	Nb Prel	Conclusion
	NEANT					

### 3. Matériaux et produits recensés par local

Locaux	Matériaux	Prélèvements	Conclusion
ÉLÉMENTS EXTERIEURS / FACADES	Néant	-	-
ÉLÉMENTS EXTERIEURS / ABORDS	Néant	-	-

### 4. Eléments de construction pouvant occulter des MCA

(MCA = Matériaux contenant de l'amiante)



**Cette liste non exhaustive est établie à titre informatif**

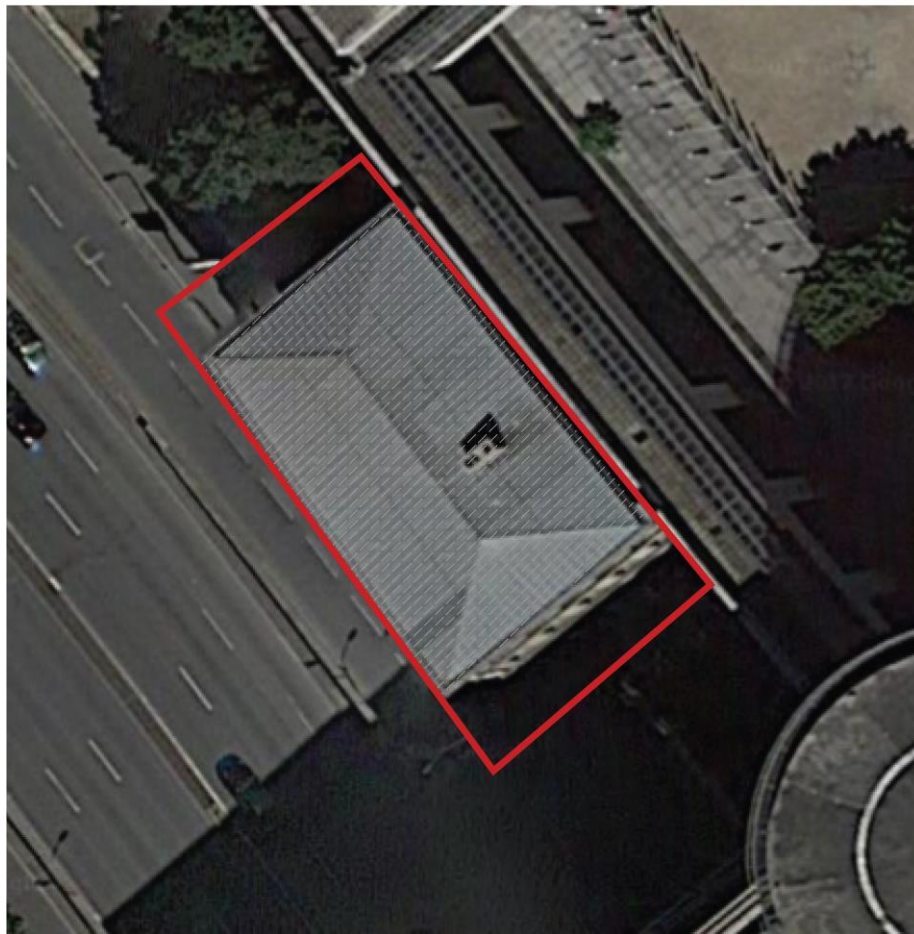
NEANT

QUALITAT Expertises	Rapport de repérage amiante en vue de la constitution du DTA – 19319 - 1
Immeuble de bureaux – Bâtiment H1 128, quai de la Rapée 75012 PARIS	9/16

## **D.     Annexe : Schéma de repérage**

## Plan masse / Eléments extérieurs

LÉGENDE	
Champ de mission	
Locaux non visités	



### ANNEXE : SCHÉMA DE REPÉRAGE

**QUALITAT**  
EXPERTISES  
92/98, Bd Victor Hugo 92110 CLICHY  
01 41 27 93 47 courriel@qualitat.fr

Dossier	19319-1
Date	08/2017
Format	A3

128 quai de la Rapée  
75012 PARIS



QUALITAT Expertises	Rapport de repérage amiante en vue de la constitution du DTA – 19319 - 1
Immeuble de bureaux – Bâtiment H1 128, quai de la Rapée 75012 PARIS	12/16

#### 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

##### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

##### b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

##### c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

##### d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

##### e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

QUALITAT Expertises	Rapport de repérage amiante en vue de la constitution du DTA – 19319 - 1
Immeuble de bureaux – Bâtiment H1 128, quai de la Rapée 75012 PARIS	13/16

## F. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité.

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES



ATTESTATION

### COURTIER

CARENE ASSCES PACT OFFICE  
9 PLACE BENOIT CREPU  
BP 5004  
69245 LYON CEDEX 05  
Tél : 04 72 41 96 96  
Fax : 04 72 40 99 96  
Portefeuille : 0201351084

SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE  
0092 BD VICTOR HUGO  
92 A 98  
92110 CLICHY FR

Vos références :

Contrat n° 4981163004  
Client n° 0404788720

AXA France IARD, atteste que :

SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE  
0092 BD VICTOR HUGO  
92 A 98  
92110 CLICHY

Est titulaire d'un contrat d'assurance N° 4981163004 garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités suivantes

#### ACTIVITE 1 :

- Contrôle périodique amiante
- Diagnostic amiante avant travaux/avant démolition
- Diagnostic amiante avant vente
- Dossier technique amiante
- contrôle visuel amiante après travaux, conformément à la norme NFX 46 021
- Diagnostic gaz
- Diagnostic termites
- Etat parasitaire
- Exposition au plomb (CREP)
- Recherche de plomb avant travaux
- Diagnostic d'intoxication au plomb peinture (DRIP)
- Loi Carrez
- Mesurage surface utile
- Mesurage SHON (Surface Hors Œuvre Nette) et SHOB (Surface Hors Œuvre Brute)
- Mesurage surface de plancher
- Etat des risques naturels, miniers et technologiques
- Diagnostic de performance énergétique
- Etat de l'installation intérieure de l'électricité
- Diagnostic légionellose
- Prêt conventionné et prêts à taux zéro (normes d'habitabilité)
- Calcul des tantièmes et millièmes de copropriétés
- Diagnostic technique SRU - Diagnostic technique d'immeuble
- Diagnostic accessibilité des personnes à mobilité réduite
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de bâtiments conformément au Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011
- Recherche de plomb dans l'eau

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

- Audit Energétique avec préconisation de mesures visant à réaliser des économies d'énergie
- Etude Capacitaire
- Mesurage d'empoussièrement en fibres d'amiante

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

### AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros  
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre  
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460  
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2

QUALITAT Expertises	Rapport de repérage amiante en vue de la constitution du DTA – 19319 - 1
Immeuble de bureaux – Bâtiment H1 128, quai de la Rapée 75012 PARIS	14/16

A L'EXCLUSION DE TOUTE PRESTATION DE REALISATION DE DEVIS OU CHIFFRAGE DE TRAVAUX.

- Formation aux diagnostics immobiliers SANS DELIVRANCE DE CERTIFICAT DE COMPETENCE

#### ACTIVITE 2

Prestations de relevé et modélisation 3D (B.I.M. : Building Information Modeling), pour le compte de maîtres d'ouvrages, maîtres d'œuvre et de bureaux d'études, relatives à tous types de bâtiments existants dans le cadre de projet de rénovation/réhabilitation ou de maintenance/exploitation A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2017 au 01/01/2018 sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS

le 28 décembre 2016

Pour la société :

#### Montant des garanties

(« Lorsqu'un même sinistre met en jeu simultanément différentes garanties, l'engagement maximum de l'assureur n'excède pas, pour l'ensemble des dommages, le plus élevé des montants prévus pour ces garanties » ainsi qu'il est précisé à l'article 6.3 des conditions générales. )

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	9 000 000 € par année d'assurance
Dont :	
• Dommages corporels	9 000 000 € par année d'assurance
• Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus	3 000 000 € par année d'assurance
Autres garanties :	
Atteinte accidentelle à l'environnement (tous dommages confondus) (article 3.1 des conditions générales)	750 000 € par année d'assurance
Dommages immatériels non consécutifs (selon extension aux conditions particulières y compris la Responsabilité Civile Professionnelle obligatoire)	3 000 000 € par année d'assurance
Dommages aux biens confiés (selon extension aux conditions particulières)	150 000 € par sinistre
Reconstitution de documents/ médias confiés (selon extension aux conditions particulières)	30 000 € par sinistre

#### AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros  
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre  
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460  
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2

QUALITAT Expertises	Rapport de repérage amiante en vue de la constitution du DTA – 19319 - 1
Immeuble de bureaux – Bâtiment H1 128, quai de la Rapée 75012 PARIS	15/16

## ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné LOURENCO Victor, exerçant la profession d'opérateur en diagnostic immobilier, conformément à l'application de l'article L 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation, atteste sur l'honneur que :

- La présente prestation est réalisée en totale indépendance et impartialité.

- Je dispose des compétences requises pour effectuer le (ou les) diagnostic(s) convenu(s) ainsi qu'en atteste(nt) ma (ou mes) certification(s) de compétences, ainsi que de l'organisation et des moyens appropriés requis par les textes légaux et réglementaires.


- Certificat QUALIXPERT
- N° de certificat C0738
- Certificats délivrés jusqu'au :


1. Amiante : 21/01/2018
2. Plomb : 19/02/2018

- Je suis couvert par une assurance couvrant les éventuelles conséquences qui pourraient résulter de mon intervention.

- J'ai conscience que toute fausse déclaration ainsi que toute intervention effectuée en violation des contraintes légales est passible de sanctions pénales d'un montant de 1 500 € par infraction constatée, le double en cas de récidive.

Fait à CLICHY  
Le 09/01/2017  
Signature






**Certificat N° C0738**

**Monsieur Victor LOURENCO**

Certié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com) conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :




**cofrac**  
CERTIFICATION  
DE PERSONNES  
ACCREDITATION  
N° 4-0524  
PORTEE  
DISPONIBLE SUR  
[WWW.COFRAC.FR](http://WWW.COFRAC.FR)

<b>Amiante sans mention</b>	<b>Certificat valable</b> Du 22/01/2013 au 16/08/2017	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
<b>Amiante avec mention</b>	<b>Certificat valable</b> Du 17/08/2017 au 21/01/2018	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
<b>Constat de risque d'exposition au plomb</b>	<b>Certificat valable</b> Du 20/02/2013 au 19/02/2018	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de

Date d'établissement le jeudi 17 août 2017

**Marjorie ALBERT**  
Directrice Administrative

Plo



LCC 17 rue Barni - 81100 CASTRES  
 F09 Certification de compétence version K 140415  
 Tel : 05 63 73 06 15 - Fax : 05 63 73 32 87 - [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com)  
 met en capital de 6000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018

**SOCOTEC**

Immeuble Le Galilée  
2/4 rue Andras Beck  
92366 MEUDON-LA-FORET CEDEX  
Tél : 01 40 94 15 00  
Fax : 01 40 94 98 00  
Cconstruction.meudon@socotec.com

## Rapport de repérage de l'amiante avant travaux


<b>Bien immobilier concerné</b>	<b>Ministère de l'Economie et des Finances - VAUBAN</b> <b>139 rue de Bercy</b> <b>75012 PARIS</b>	N° dossier : 1609207F0000024/ N° de canevas : MEUDON_4594 v2.06.01
<b>Propriétaire</b>	Ministère de l'Economie et des Finances Secrétariat Général - SEP-2B Bâtiment Vauban - Pièce 2025 SUD 5 139 rue Bercy 75012 PARIS Cedex12	Réf. du rapport : 207F0/16/4485
<b>Demandeur</b>	Ministère de l'Economie et des Finances Secrétariat Général - SEP-2B Bâtiment Vauban - Pièce 2025 SUD 5 139 rue Bercy 75012 PARIS Cedex12	Date(s) de visite 26/09/2016 Date de commande :

### Synthèse

A l'issue de la mission il a été repéré la présence de matériaux et produits contenant de l'amiante dans l'immeuble.

- Enduit blanc sur porte palière et cabine
- Joint badigeon sur gaine

L'ensemble des locaux et parties d'immeuble a pu être visité.

Fait à : Meudon La Forêt  Le : 26/10/2016	Auteur du rapport : LAGEON Yves Certificat de compétence n°DTI/1002-004 délivré par SOCOTEC CERTIFICATION Contrat d'assurance n°37503519275087 chez AXA	Signature : 
---	--	--

Le présent rapport et ses annexes forment un tout indissociable dont il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, que par publication ou communication in extenso.  
Il comprend 14 pages et en annexe 0 photo(s) de composant, 1 plan(s), 4 PV d'analyse de laboratoire, 1 certificat de compétence.  
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : SOCOTEC CERTIFICATION 3 avenue du Centre 78183 ST Quentin  
-en -Yvelines Cedex

## ► Programme de travaux du donneur d'ordre

Concerne la cabine et la trémie

## ► Programme et périmètre du repérage

### ***Périmètre du repérage (locaux et parties d'immeubles concernés)***

Repérage des parties de l'immeuble mentionnées dans le programme de travaux

### ***Programme du repérage (composants et parties de composant à repérer)***

Matériaux et produits de la liste A1 de la norme NF-X46-020

## ► Conclusions

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Matériaux et produits repérés contenant de l'amiante		
Localisation	Composant	Libellé complémentaire
Cage d'ascenseur A Vauban H1 Gaine technique	Joints badigeon	Ech n°4: Joint sur raccordement de gaine ronde
Cage d'ascenseur E – Porte et cabine	Enduits projetés	Ech n°2: Enduit blanc

Les obligations du propriétaire en cas de travaux de retrait ou de confinement d'amiante sont indiquées en § 4.4

## ► Sommaire

► Programme de travaux du donneur d'ordre .....	2
► Programme et périmètre du repérage .....	2
► Conclusions .....	2
► 1. Objet de la mission .....	4
1.1 Description précise de l'immeuble .....	4
1.2 Parties de l'immeuble .....	4
► 2. Déroulement de la mission .....	5
2.1 Prestations réalisées : .....	5
2.2 Personnes présentes lors de la visite : .....	5
2.3 Informations complémentaires sur la visite .....	5
2.4 Rapports précédemment réalisés communiqués à SOCOTEC .....	5
2.5 Liste des PV antérieurs mis à disposition de SOCOTEC .....	5
2.6 Plans des parties d'immeuble concernées par la mission .....	6
► 3. Résultats détaillés du repérage .....	7
3.1 Composants contenant de l'amiante .....	7
3.2 Composants non susceptibles de contenir de l'amiante, (reconnaissance visuelle) .....	7
3.3 Composants repérés sans amiante, (analyse en laboratoire) .....	10
3.4 Composants de la liste de l'annexe A de la norme NF X 46-020 non analysés (*) .....	10
► 4. Autres composants repérés .....	11
4.1 Autres composants portés à la connaissance de l'opérateur contenant de l'amiante .....	11
4.2 Autres composants portés à la connaissance de l'opérateur ne contenant pas d'amiante .....	13
4.3 Autres composants portés à la connaissance de l'opérateur en attente d'analyse .....	13
► 5. Obligations consécutives aux travaux de retrait ou de confinement .....	14
► 6. ANNEXES .....	1

## ► 1. Objet de la mission

La mission confiée à SOCOTEC a pour objet le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans un immeuble bâti préalablement à la réalisation des travaux définis au chapitre 1.3. Elle comporte :

La recherche de la présence des matériaux et produits de la liste A1 de la norme NF X 46-020, concerné par les travaux;

L'identification et la localisation des matériaux et produits qui contiennent de l'amiante.

Le présent rapport est destiné à **constituer le rapport de repérage avant travaux dans l'immeuble.**

*L'intervention de SOCOTEC est effectuée dans le cadre de la norme NF X 46-020. Elle porte sur les composants figurant dans le tableau A1 de l'annexe A de cette même norme.*

Sauf indication contraire dans la suite du rapport, la recherche n'a pas porté sur les ouvrages suivants : voiries réseaux enterrés, étanchéité des réseaux enterrés..

### 1.1 Description précise de l'immeuble

Activité principale de l'immeuble : Bureaux

Repérage dans les trémies d'ascenseur pour passage de l'interphone des ascenseurs

### 1.2 Parties de l'immeuble

Cage d'ascenseur A  
Cage d'ascenseur B  
Cage d'ascenseur C  
Cage d'ascenseur D  
Cage d'ascenseur E  
Cage d'ascenseur F  
Cage d'ascenseur G  
Cage d'ascenseur H  
Cage d'ascenseur I  
Cage d'ascenseur J  
Cage d'ascenseur K  
Cage d'ascenseur L  
Cage d'ascenseur M  
Cage d'ascenseur N  
Cage d'ascenseur O  
Cage d'ascenseur P  
Cage d'ascenseur Q

Toutes les parties d'immeubles ont été visitées à l'exception de celles décrites dans le chapitre 2.3.

## ► 2. Déroulement de la mission

### 2.1 Prestations réalisées :

Date de la mission : 10/10/2016

- ☒ Entretien préalable et recueil des informations relatives à l'immeuble.
- ☒ Visite de l'immeuble pour inspection visuelle des composants susceptibles de contenir de l'amiante concernés. Cette étape est suivie d'investigations approfondies et de sondages selon nécessité.
- ☒ Prélèvement d'échantillons de matière et analyse des échantillons par un laboratoire accrédité sous-traitant de SOCOTEC.
  - ☒ Laboratoire(s) d'analyse :  
1 : EUROFINS-LEM
- ☒ Enregistrement des données sur les produits et matériaux repérés.
- ☒ Rédaction du présent rapport, des annexes, croquis.

### 2.2 Personnes présentes lors de la visite :

Accompagnateur : Responsable de chez SCHINDLER

### 2.3 Informations complémentaires sur la visite

Etat d'occupation des locaux lors de notre visite :

- ☒ Les locaux étaient occupés lors de notre visite (mobiliers et personnes)
- ☐ Les locaux étaient meublés mais non occupés
- ☐ Les locaux étaient vides lors de notre visite

Accessibilité aux différentes parties de l'immeuble

- ☒ Visite de l'ensemble des parties de l'immeuble concernées par les travaux
- ☐ Constat de parties inaccessibles lors de la visite de l'immeuble

Autres informations sur le déroulement de la mission :

Des prélèvements complémentaires pourront être effectués pendant les travaux si l'on découvre des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante.

### 2.4 Rapports précédemment réalisés communiqués à SOCOTEC

Les rapports de repérage de l'amiante suivants ont été communiqués à SOCOTEC dans le cadre de la présente mission.

Référence	Date du rapport	Organisme de repérage	Objet du rapport	Principales conclusions
Néant				

### 2.5 Liste des PV antérieurs mis à disposition de SOCOTEC

Les documents suivants issus des laboratoires d'analyse de matériaux et produits ont été mis à disposition de SOCOTEC pour la présente mission.

Nom du Laboratoire	N° du PV	Date	Composant concerné
Néant			



## 2.6 Plans des parties d'immeuble concernées par la mission

Les plans des parties d'immeubles concernées par la mission sont les suivants.

Partie d'immeuble (localisation)	Titre du plan
Cage d'ascenseur A	
Cage d'ascenseur B	
Cage d'ascenseur C	
Cage d'ascenseur D	
Cage d'ascenseur E	
Cage d'ascenseur F	
Cage d'ascenseur G	
Cage d'ascenseur H	
Cage d'ascenseur I	
Cage d'ascenseur J	
Cage d'ascenseur K	
Cage d'ascenseur L	
Cage d'ascenseur M	
Cage d'ascenseur N	
Cage d'ascenseur O	
Cage d'ascenseur P	
Cage d'ascenseur Q	

### ► 3. Résultats détaillés du repérage

Les tableaux suivants décrivent les résultats du repérage classés par localisation.

Successivement sont présentés :

Les composants contenant de l'amiante (§ 3.1),

Les composants de l'annexe A de la norme NF X 46-020 repérés sans amiante (§3.2 et 3.3)

Les composants de l'annexe A de la norme NF X 46-020 pour lesquels l'analyse en laboratoire nécessaire pour identifier l'amiante n'a pas encore été effectuée (§ 3.4)

Quelle que soit la situation et sans préjudice des autres dispositions réglementaires applicables, le propriétaire est tenu d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux ou produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.



#### 3.1 Composants contenant de l'amiante

Identité du composant		Zone de présence du composant	Mode de reconnaissance : n° échantillon / analyse / Laboratoire
Cage d'ascenseur A			
Joint Badigeon Ech n°4: Joint sur raccordement de gaine ronde	1	Gaine technique Bat H1 Niv +2	AR-16-LH-095743-01 / META / EUROFIN-LEM
Cage d'ascenseur E			
Enduits Blanc Ech n°2: Sur porte cabine	7	Enduit sur l'ensemble des portes et cabines	AR-16-LH-095741-01 / META / EUROFIN-LEM
Enduits Blanc Idem Ech n°2: Sur porte palière	7	Enduit sur l'ensemble des portes palières	Visuel (matériau ou produit contenant de d'amiante : Bon état)



#### 3.2 Composants non susceptibles de contenir de l'amiante, (reconnaissance visuelle)

Identité du composant		Zone de présence du composant	Mode de reconnaissance
Cage d'ascenseur A			
Fosse Fosse de la trémie béton brut	6	Toutes les fosses sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Machinerie Machinerie : Béton	5	L'ensemble des machineries sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Trémie d'ascenseur Béton brut	2	Toute hauteur	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Cage d'ascenseur B			
Fosse Fosse de la trémie béton brut	6	Toutes les fosses sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Machinerie Machinerie : Béton	5	L'ensemble des machineries sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Trémie d'ascenseur Béton brut	2	Toute hauteur	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Cage d'ascenseur C			
Fosse Fosse de la trémie béton brut	6	Toutes les fosses sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)



### 3.2 Composants non susceptibles de contenir de l'amiante, (reconnaissance visuelle)

Identité du composant		Zone de présence du composant	Mode de reconnaissance
Machinerie <i>Machinerie : Béton</i>	5	L'ensemble des machineries sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Trémie d'ascenseur <i>Béton brut</i>	2	Toute hauteur	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Cage d'ascenseur D			
Fosse <i>Fosse de la trémie béton brut</i>	6	Toutes les fosses sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Machinerie <i>Machinerie : Béton</i>	5	L'ensemble des machineries sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Trémie d'ascenseur <i>Béton brut</i>	2	Toute hauteur	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Cage d'ascenseur E			
Fosse <i>Fosse de la trémie béton brut</i>	6	Toutes les fosses sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Machinerie <i>Machinerie : Béton</i>	5	L'ensemble des machineries sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Trémie d'ascenseur <i>Béton brut</i>	2	Toute hauteur	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Cage d'ascenseur F			
Fosse <i>Fosse de la trémie béton brut</i>	6	Toutes les fosses sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Machinerie <i>Machinerie : Béton</i>	5	L'ensemble des machineries sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Trémie d'ascenseur <i>Béton brut</i>	2	Toute hauteur	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Cage d'ascenseur G			
Fosse <i>Fosse de la trémie béton brut</i>	6	Toutes les fosses sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Machinerie <i>Machinerie : Béton</i>	5	L'ensemble des machineries sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Trémie d'ascenseur <i>Béton brut</i>	2	Toute hauteur	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Cage d'ascenseur H			
Fosse <i>Fosse de la trémie béton brut</i>	6	Toutes les fosses sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Machinerie <i>Machinerie : Béton</i>	5	L'ensemble des machineries sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Trémie d'ascenseur <i>Béton brut</i>	2	Toute hauteur	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Cage d'ascenseur I			
Fosse <i>Fosse de la trémie béton brut</i>	6	Toutes les fosses sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Machinerie <i>Machinerie : Béton</i>	5	L'ensemble des machineries sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Trémie d'ascenseur <i>Béton brut</i>	2	Toute hauteur	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Cage d'ascenseur J			



### 3.2 Composants non susceptibles de contenir de l'amiante, (reconnaissance visuelle)

Identité du composant		Zone de présence du composant	Mode de reconnaissance
Fosse <i>Fosse de la trémie béton brut</i>	6	Toutes les fosses sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Machinerie <i>Machinerie : Béton</i>	5	L'ensemble des machineries sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Trémie d'ascenseur <i>Béton brut</i>	2	Toute hauteur	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Cage d'ascenseur K			
Fosse <i>Fosse de la trémie béton brut</i>	6	Toutes les fosses sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Machinerie <i>Machinerie : Béton</i>	5	L'ensemble des machineries sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Trémie d'ascenseur <i>Béton brut</i>	2	Toute hauteur	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Cage d'ascenseur L			
Fosse <i>Fosse de la trémie béton brut</i>	6	Toutes les fosses sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Machinerie <i>Machinerie : Béton</i>	5	L'ensemble des machineries sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Trémie d'ascenseur <i>Béton brut</i>	2	Toute hauteur	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Cage d'ascenseur M			
Fosse <i>Fosse de la trémie béton brut</i>	6	Toutes les fosses sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Machinerie <i>Machinerie : Béton</i>	5	L'ensemble des machineries sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Trémie d'ascenseur <i>Béton brut</i>	2	Toute hauteur	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Cage d'ascenseur N			
Fosse <i>Fosse de la trémie béton brut</i>	6	Toutes les fosses sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Machinerie <i>Machinerie : Béton</i>	5	L'ensemble des machineries sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Trémie d'ascenseur <i>Béton brut</i>	2	Toute hauteur	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Cage d'ascenseur O			
Fosse <i>Fosse de la trémie béton brut</i>	6	Toutes les fosses sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Machinerie <i>Machinerie : Béton</i>	5	L'ensemble des machineries sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Trémie d'ascenseur <i>Béton brut</i>	2	Toute hauteur	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Cage d'ascenseur P			
Fosse <i>Fosse de la trémie béton brut</i>	6	Toutes les fosses sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Machinerie <i>Machinerie : Béton</i>	5	L'ensemble des machineries sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)

**3.2 Composants non susceptibles de contenir de l'amiante, (reconnaissance visuelle)**

Identité du composant		Zone de présence du composant	Mode de reconnaissance
Trémie d'ascenseur <i>Béton brut</i>	2	Toute hauteur	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Cage d'ascenseur Q			
Fosse <i>Fosse de la trémie béton brut</i>	6	Toutes les fosses sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Machinerie <i>Machinerie : Béton</i>	5	L'ensemble des machineries sont identiques	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)
Trémie d'ascenseur <i>Béton brut</i>	2	Toute hauteur	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : Bon état)

**3.3 Composants repérés sans amiante, (analyse en laboratoire)**

Identité du composant		Zone de présence du composant	Mode de reconnaissance : n° échantillon / analyse / Laboratoire
Cage d'ascenseur H			
Flocage <i>Ech n° 3: Flocage laineux</i>	11	Machinerie Flocage sur dalle haute	AR-16-LH-095742-01 / META / EUROFINS-LEM
Cage d'ascenseur I			
Joints de dilatation <i>Ech n°1: Joint fibreux</i>	10	Joint de dilatation du bâtiment	AR-16-LH-095740-01 / META / EUROFINS-LEM

**3.4 Composants de la liste de l'annexe A de la norme NF X 46-020 non analysés (\*)**

Identité du composant	Zone de présence du composant	Commentaires
Ensemble des parties d'immeuble concernées par la mission (voir §1.2 et §2.3)		
Néant		

(\*) Ces composants doivent faire l'objet d'une analyse avant le début des travaux : sinon ils seront considérés comme contenant de l'amiante.

## ► 4. Autres composants repérés

Les informations sur d'autres composants communiquées par le propriétaire, le mandataire ou le laboratoire d'analyse sont mentionnées dans les tableaux ci-dessous.



### 4.1 Autres composants portés à la connaissance de l'opérateur contenant de l'amiante

Identité du composant		Zone de présence du composant	Mode de reconnaissance : n° échantillon / analyse / Laboratoire
<b>Ascenseur A</b>			
Enduits projetés <i>Ech n°2: Enduit blanc</i>	7	Enduit sur porte et cabine	AR-16-LH-095741-01 / META / EUROFIN- LEM
Enduits projetés <i>Idem Ech n°2: Enduit blanc</i>		Enduit sur porte palière	Visuel (matériau ou produit contenant de d'amiante : Bon état)
<b>Ascenseur B</b>			
Enduits projetés <i>Idem Ech n°2: Enduit blanc</i>	7	Enduit sur porte et cabine	AR-16-LH-095741-01 / META / EUROFIN- LEM
Enduits projetés <i>Idem Ech n°2: Enduit blanc</i>		Enduit sur porte palière	Visuel (matériau ou produit contenant de d'amiante : Bon état)
<b>Ascenseur C</b>			
Enduits projetés <i>Idem Ech n°2: Enduit blanc</i>	7	Enduit sur porte et cabine	AR-16-LH-095741-01 / META / EUROFIN- LEM
Enduits projetés <i>Idem Ech n°2: Enduit blanc</i>		Enduit sur porte palière	Visuel (matériau ou produit contenant de d'amiante : Bon état)
<b>Ascenseur D</b>			
Enduits projetés <i>Idem Ech n°2: Enduit blanc</i>	7	Enduit sur porte et cabine	AR-16-LH-095741-01 / META / EUROFIN- LEM
Enduits projetés <i>Idem Ech n°2: Enduit blanc</i>		Enduit sur porte palière	Visuel (matériau ou produit contenant de d'amiante : Bon état)
<b>Ascenseur E</b>			
Enduits projetés <i>Ech n°2: Enduit blanc</i>	7	Enduit sur porte et cabine	AR-16-LH-095741-01 / META / EUROFIN- LEM
Enduits projetés <i>Idem Ech n°2: Enduit blanc</i>		Enduit sur porte palière	Visuel (matériau ou produit contenant de d'amiante : Bon état)
<b>Ascenseur F</b>			
Enduits projetés <i>Idem Ech n°2: Enduit blanc</i>	7	Enduit sur porte et cabine	AR-16-LH-095741-01 / META / EUROFIN- LEM
Enduits projetés <i>Idem Ech n°2: Enduit blanc</i>		Enduit sur porte palière	Visuel (matériau ou produit contenant de d'amiante : Bon état)
<b>Ascenseur G</b>			
Enduits projetés <i>Idem Ech n°2: Enduit blanc</i>	7	Enduit sur porte et cabine	AR-16-LH-095741-01 / META / EUROFIN- LEM
Enduits projetés <i>Idem Ech n°2: Enduit blanc</i>		Enduit sur porte palière	Visuel (matériau ou produit contenant de d'amiante : Bon état)
<b>Ascenseur H</b>			
Enduits projetés <i>Idem Ech n°2: Enduit blanc</i>	7	Enduit sur porte et cabine	AR-16-LH-095741-01 / META / EUROFIN- LEM



**4.2 Autres composants portés à la connaissance de l'opérateur ne contenant pas d'amiante**

Identité du composant	Zone de présence du composant	Mode de reconnaissance
Ensemble des parties d'immeuble concernées par la mission (voir §1.2 et §2.3)		
Néant		

**4.3 Autres composants portés à la connaissance de l'opérateur en attente d'analyse**

Identité du composant	Zone de présence du composant	Commentaires
Ensemble des parties d'immeuble concernées par la mission (voir §1.2 et §2.3)		
Néant		

**4.4 Obligations consécutives aux travaux de retrait ou de confinement de l'amiante**

Lorsque le présent rapport est suivi de travaux, en particulier lorsque les cotations des matériaux sont note3 (pour les matériaux de la liste A), AC1, AC2 (pour les matériaux de la liste B situés à l'intérieur de bâtiments occupés ou fréquentés), le propriétaire doit effectuer après enlèvement ou confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante, les interventions suivantes :

- Examen visuel des ouvrages par une personne certifiée,
- Mesures d'empoussièrement par un organisme accrédité par le COFRAC.

Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé, par une personne certifiée, à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux dans un délai maximal de trois ans.

Ces interventions sont rendues obligatoires par l'article R.1334-29-3 du code de la santé Publique.



## ► 5. Obligations consécutives aux travaux de retrait ou de confinement


Lorsque le présent rapport est suivi de travaux, le propriétaire doit effectuer après enlèvement ou confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste A ou de la liste B situés à l'intérieur des bâtiments occupés ou fréquentés, les interventions suivantes :

- Examen visuel des ouvrages par une personne certifiée,
- Mesures d'empoussièrement par un organisme accrédité par le COFRAC.

Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé, par une personne certifiée, à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux dans un délai maximal de trois ans.

Ces interventions sont rendues obligatoires par l'article R.1334-29-3 du code de la santé Publique.

► 6. ANNEXES



# CERTIFICAT

N° DT1 / 1002-004

Certifie par la présente que

## YVES LAGEON

a passé avec succès les examens relatifs à la certification de ses compétences

**DOMAINE TECHNIQUE**

**ALIMENTE**

**ELECTRICITE**

**INITIALE DUREES** : TYPAGE DE DIAGNOSTIC, TECHNIQUE MANOEUVRE

Assurance de conformité et de diagnostic et de l'ensemble des travaux, et conseil, conformément à la norme

Etat des installations électriques d'habitat

**ORDRE DE VALETTE**

1609207F


24/02/2010

**FIN DE VALETTE**

1609207F

25/02/2010

Directeur Général  
de SOCOTEC Certification



ERIC LEROY

**tofrac**

Association Française  
des Techniciens  
de l'Orfèvrerie

**AFNOR**

Association Française  
de Normalisation

**CCP**

Commissariat à l'Égalité du Territoire

Ce certificat est délivré sous réserve de la validité de la certification de compétence technique et de la validité de la certification de compétence professionnelle. La validité de la certification de compétence technique est de 5 ans à compter de la date de délivrance. La validité de la certification de compétence professionnelle est de 3 ans à compter de la date de délivrance. Les bénéficiaires de la certification de compétence technique et de la certification de compétence professionnelle sont tenus de renouveler leur certification. Pour plus d'informations, consultez le site internet de SOCOTEC Certification : [www.socotec-certification.com](http://www.socotec-certification.com)



OTIS  
R.C.S

MONTE-CHARGE

Ech. n°4



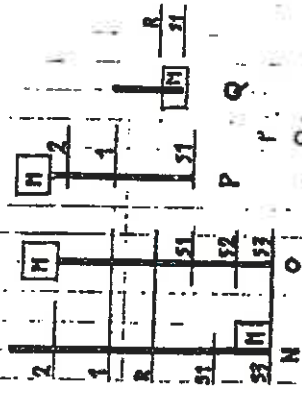
MINISTÈRE DES FINANCES

LOCALISATION

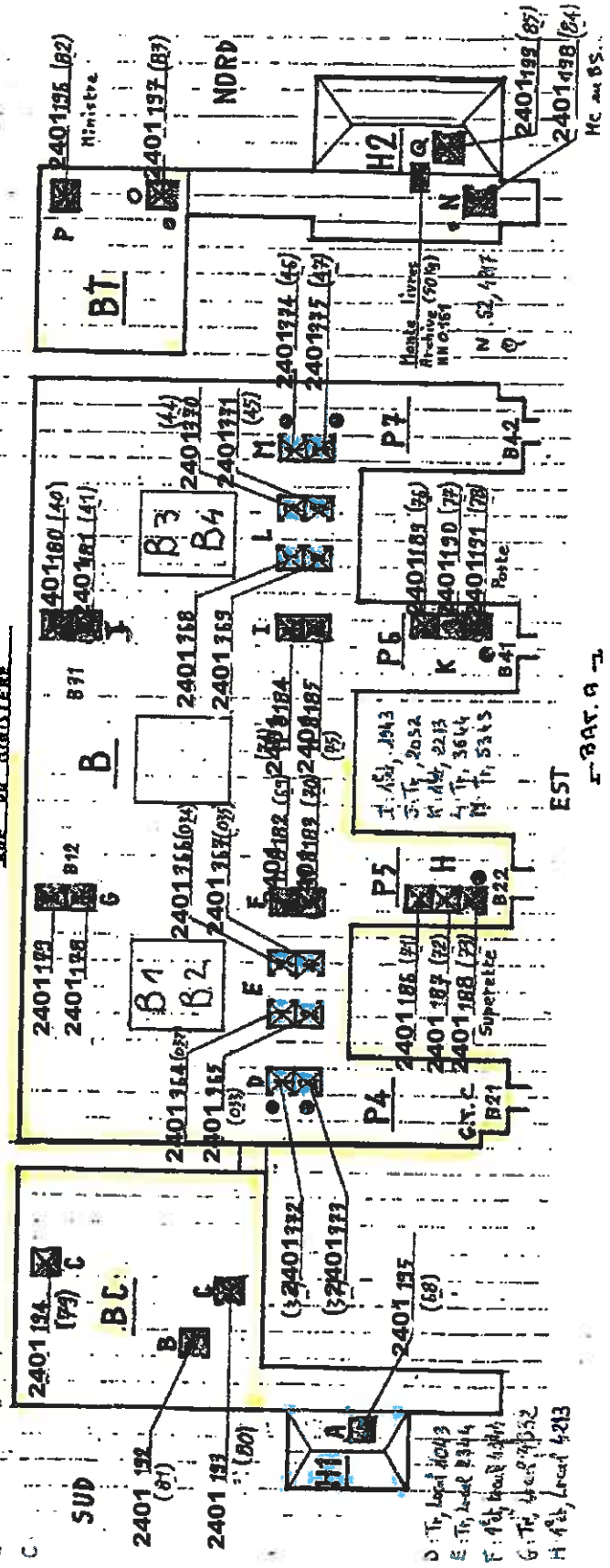
ASCENSEURS / MONTE-CHARGE

BATIMENT B

le 01/1990



RUE DU MINISTÈRE



EST  
F-3AT. 9

D: Tr. local 4043  
E: Tr. local 4044  
F: Tr. local 4045  
G: Tr. local 4046  
H: Tr. local 4047

**SOCOTEC FRANCE**  
**Monsieur Yves LAGEON**  
Immeuble "Le Dynasteur"  
6-8 Rue Andras Beck  
92360 MEUDON LA FORET

## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-16-LH-095740-01

Version du : 25/10/2016 23:30

Page 1/1

Dossier N° : 16H033511

Date de réception : 19/10/2016

Référence dossier : 1609207F0000024 - BERCY - PARIS

Echantillon N° : 16H033511-007

Référence échantillon : 1 Bat Vauban asc I machinerie Niv+1 Joint de dilatation

Paramètres	Résultats
<b>Couche 1</b>	
Description visuelle	Matériau fibreux de type isolant (jaune) ; matériau de type maillage de fibres (blanc)
Traitement de l'échantillon	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)
Nombre de préparations	1
* Résultat de l'analyse par MET	Fibres d'amiante non détectées

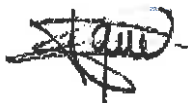
**Méthode d'analyse employée pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :**

Microscopie Electronique à Transmission (MET) réalisée selon les parties pertinentes de la norme NFX 43-050

NB : Les informations de traçabilité sont disponibles sur demande

NB : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 1 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole \*



Estelle Piquet  
Chef de service

SOCOTEC FRANCE  
Monsieur Yves LAGEON  
Immeuble "Le Dynasteur"  
6-8 Rue Andras Beck  
92360 MEUDON LA FORET

## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-16-LH-095741-01

Version du : 25/10/2016 23:30

Page 1/1

Dossier N° : 16H033511

Date de réception : 19/10/2016

Référence dossier : 1609207F0000024 - BERCY - PARIS

Echantillon N° : 16H033511-008 (1)

Référence échantillon : 2 Bat Vauban Asc E niv+2 Enduit blanc porte palière + cabine

Paramètres	Résultats
<b>Couche 1</b>	
Description visuelle	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (blanc)
Traitement de l'échantillon	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)
Nombre de préparations	1
* Résultat de l'analyse par MET	<b>Fibres d'amiante de type chrysotile</b>

### Méthode d'analyse employée pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Microscopie Electronique à Transmission (MET) réalisée selon les parties pertinentes de la norme NFX 43-050

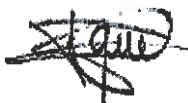
NB : Les informations de traçabilité sont disponibles sur demande

NB : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 1 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole \*

### Observation(s) échantillon(s)

- (1) La totalité de l'échantillon a été utilisée pour rendre le résultat. La quantité d'échantillon initiale n'était pas suffisante au regard de l'arrêté du 6 mars 2003, une contre-analyse sera impossible



Estelle Piquet  
Chef de service







**SOCOTEC**

AGENCE HYGIENE ET SECURITE  
15, rue de l'Université  
93191 NOISY LE GRAND Cedex  
Téléphone : 01.43.04.14.14  
Télécopie : 01.43.04.10.64

Dossier n° NX 0842

## RAPPORT DE REPERAGE DE L'AMIANTE

en vue de la constitution du DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Bien immobilier concerné	BATIMENT H1 238 Quai de la Rapée 75012 PARIS	N° dossier : NX 0842
Propriétaire	MINISTERE ECONOMIE DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE 120 Rue de Bercy 6 télédéc 731 75572 PARIS CEDEX 12	Référence du rapport HS/03/GDL/CBO/2603
Demandeur	MINISTERE ECONOMIE DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE 120 Rue de Bercy 6 télédéc 731 75572 PARIS CEDEX 12	Date de la visite : 01/12/03

### CONCLUSION

Présence d'amiante : Il a été repéré :

- un revêtement bitumineux sur laine
- un revêtement bitumineux sur mousse bleue pour la distribution eau tous niveaux

Le présent constat comprend 7 pages et les annexes énumérées ci-dessous :

- X Plan(s) descriptif(s) de l'immeuble remis par le propriétaire
- X procès verbaux d'essai des échantillons prélevés,
- 0 fiche(s) de cotation des flocages calorifugeages et faux plafonds contenant de l'amiante,
- X plan(s) et croquis de repérage de l'amiante dont la liste figure au paragraphe 4

Fait à Noisy-le-Grand,  
le 22 décembre 2003

Auteur du rapport : Gérard DELANCOIS

Attestation de compétence n° 2003/304

Délivrée par SOCOTEC

Signature







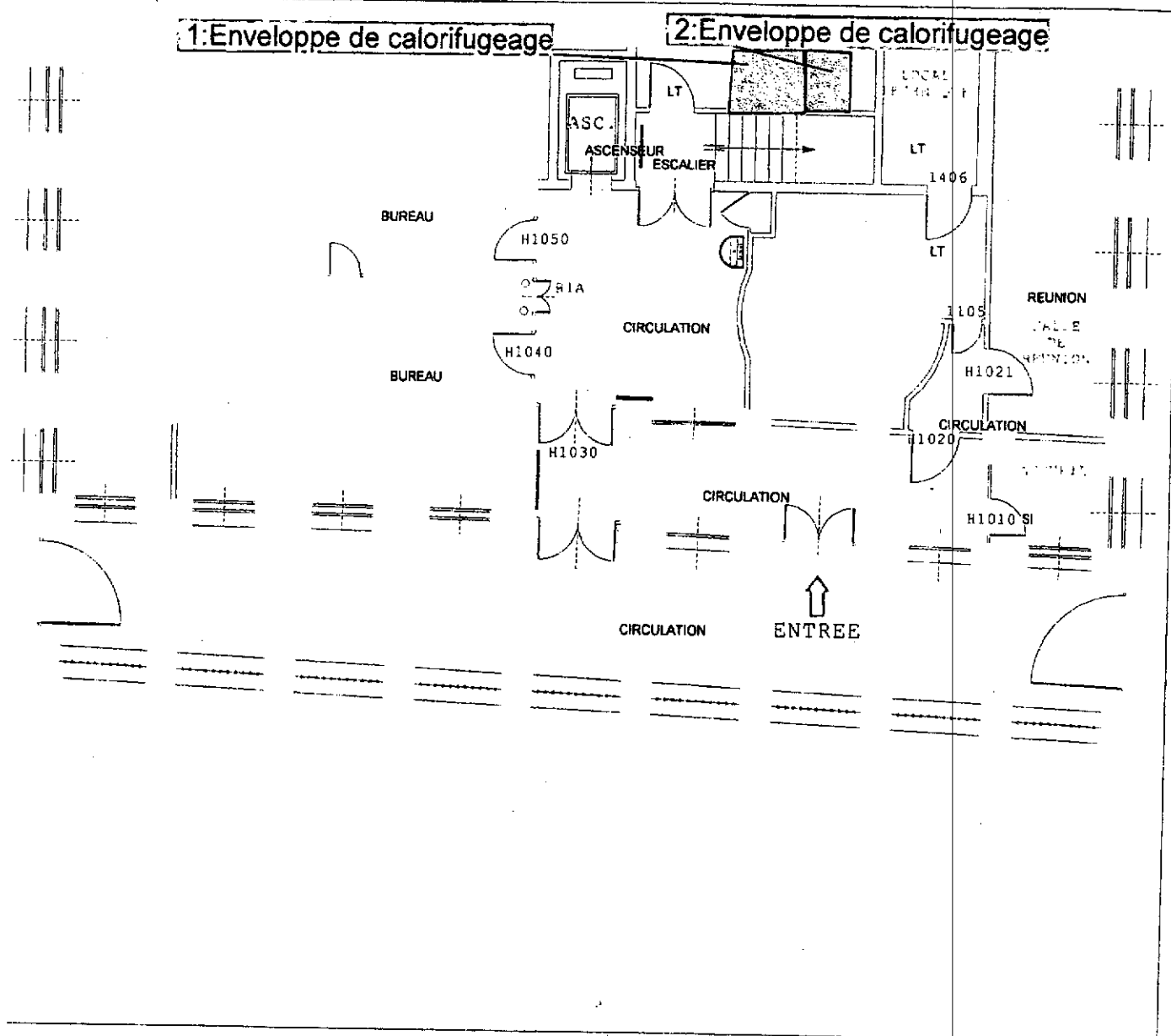








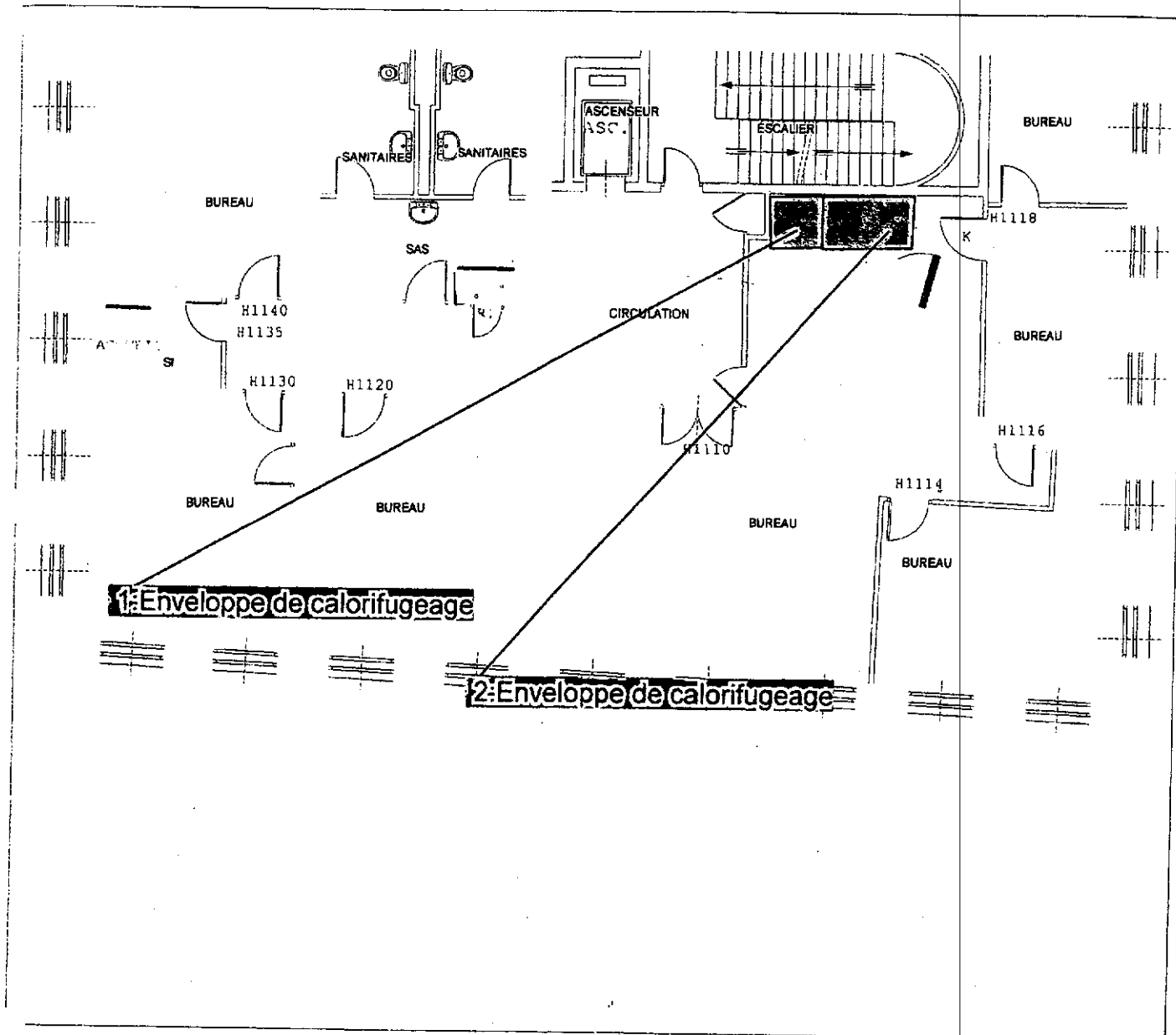
Intérieur 0 : Rdc



Liste des composants représentés sur le plan :

- 1 : Enveloppe de calorifugeage Bande noire + mousse - Présence d'amiante accessible - Bon état de conservation:  
Localisation : Réseau eau glacée
- 2 : Enveloppe de calorifugeage Bande noire + laine - Présence d'amiante accessible - Bon état de conservation:  
Localisation : Réseau eau chaude chauffage

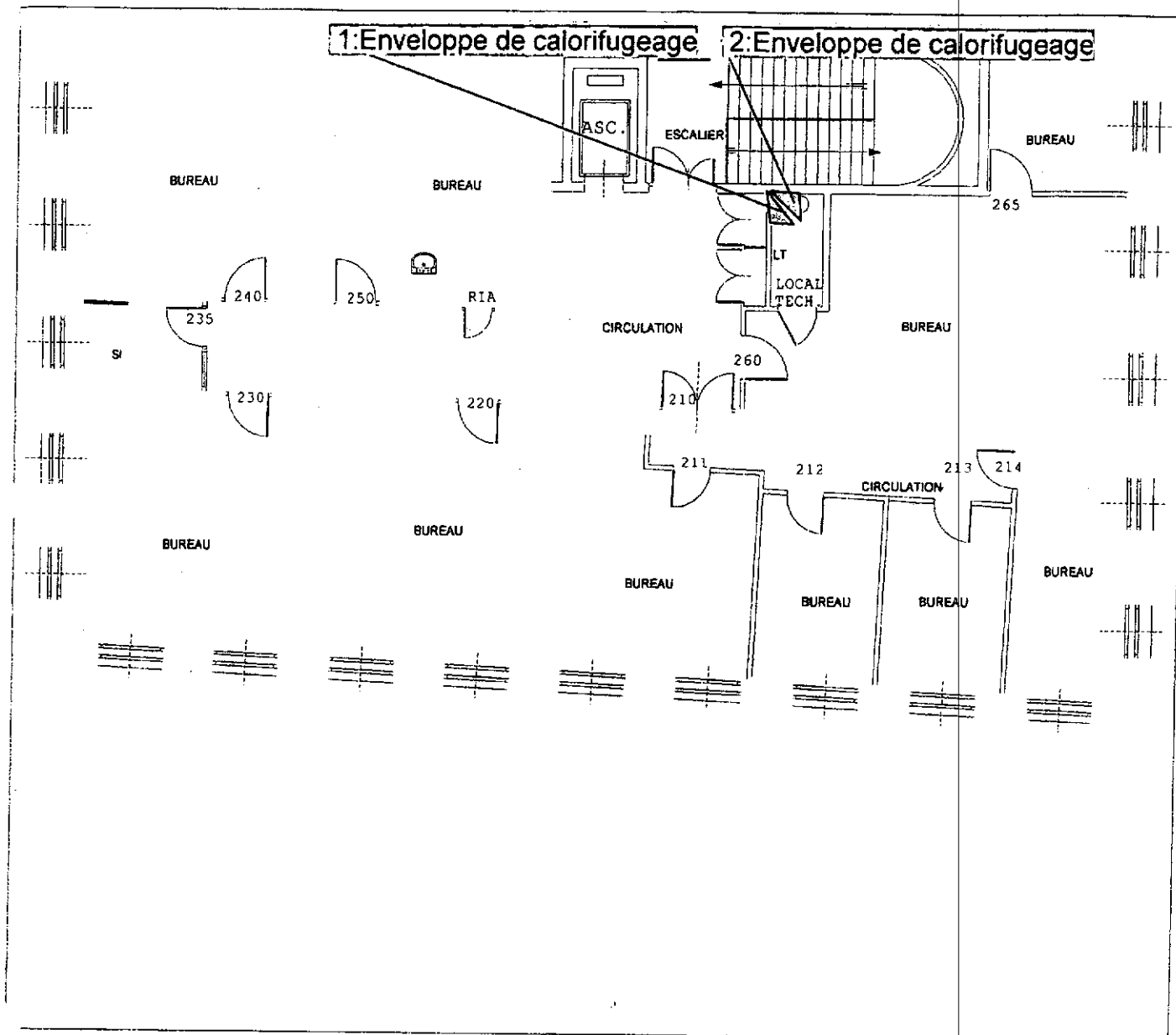
niveau 1



Liste des composants représentés sur le plan :

- 1 : Enveloppe de calorifugeage Bande noire + laine - Présence d'amiante accessible - Bon état de conservation:  
Localisation : Réseau eau chaude chauffage
- 2 : Enveloppe de calorifugeage Bande noire + mousse - Présence d'amiante accessible - Bon état de conservation:  
Localisation : Réseau eau glacée

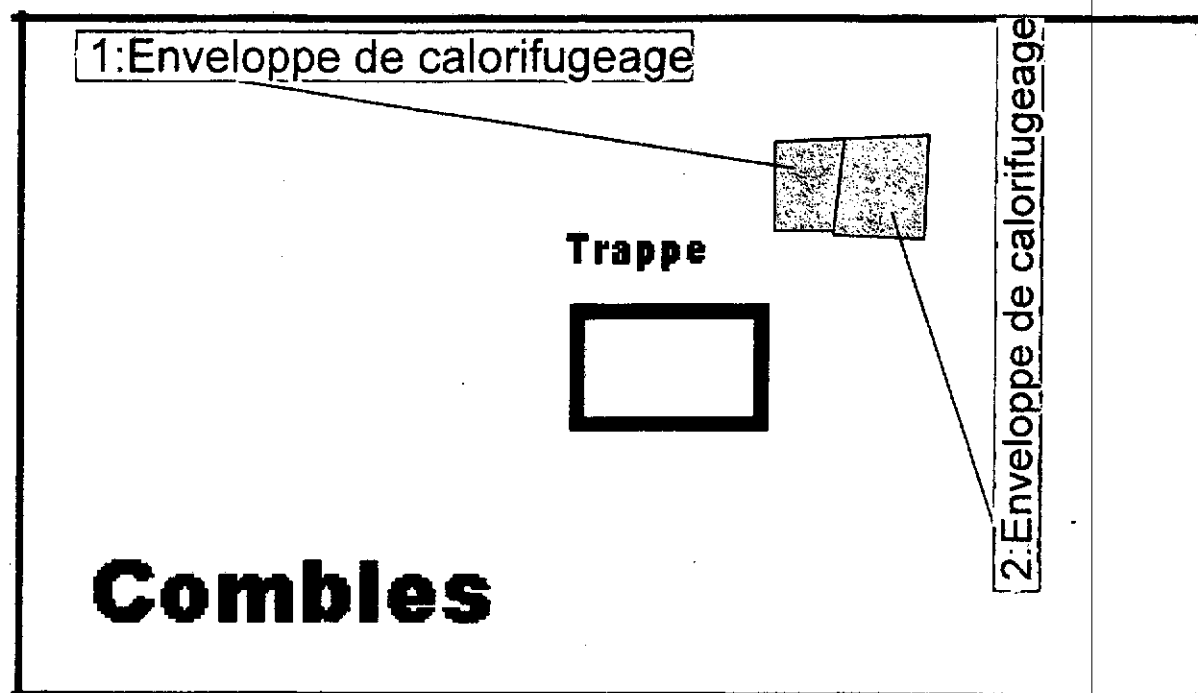
niveau 2



Liste des composants représentés sur le plan :

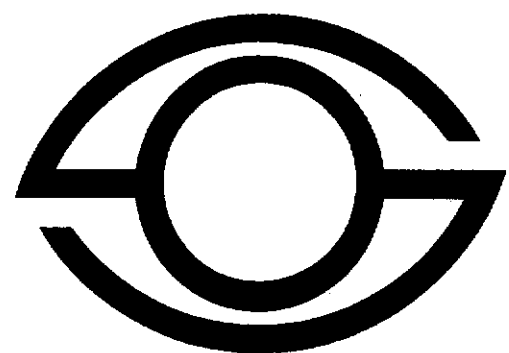
- 1 : Enveloppe de calorifugeage Bande noire + laine - Présence d'amiante accessible - Bon état de conservation:  
Localisation : Réseau eau chaude chauffage
- 2 : Enveloppe de calorifugeage Bande noire + mousse - Présence d'amiante accessible - Bon état de conservation:  
Localisation : Réseau eau glacée

Combles



Liste des composants représentés sur le plan :

- 1 : Enveloppe de calorifugeage Bande noire + mousse - Présence d'amiante accessible - Bon état de conservation:  
Localisation : Réseaux eau glacée
- 2 : Enveloppe de calorifugeage Bande noire + laine - Présence d'amiante accessible - Bon état de conservation:  
Localisation : Réseaux eau chaude chauffage



**SOCOTEC**

**BERCY**

**H1**























## DOCUMENTS ANNEXES

Date document	Type document	Référence document	Nom du rédacteur	Société
29/07/2009	FICHE RECAPITULATIVE	021 AMIA 001	Mr JACOB	APAVE



**FICHE RECAPITULATIVE  
DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE**

Aff. n° : 09.880.803.03805.00.H  
Rap. n° : 021.AMIA.001  
Date : 29/07/2009  
Page : 1/11

**Agence Export Grands Comptes**

13-17 Rue Salneuve

75854 PARIS CEDEX 17

Tel. 01.40.54.59.26 - Fax. 01.40.54.57.47

Lieu d'intervention :

Ministère de l'Economie, des Finances et  
de l'Emploi

Bâtiment H1 - 120-139 rue de Bercy  
75012 PARIS

**FICHE RECAPITULATIVE  
DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE**

Code prestation : K161

**Adresse d'expédition : Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi**

DPAEP - Bureau 5B - TELEDON 731

139 Rue de Bercy

75572 PARIS CEDEX 12

**A l'attention de :**

Madame RIVIERE

**Intervenant :**

Monsieur JACOB

**Accompagné par :**

Monsieur CAHUZAC

**Signature :**



**FICHE RECAPITULATIVE  
DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE**

Aff. n° : 09.880.803.03805.00.H  
Rap. n° : 021.AMIA.001  
Date : 29/07/2009  
Page : 2/11

**SOMMAIRE**

1. ATTESTATIONS DE COMMUNICATION DE LA FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	3
2. LOCALISATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AVEC ENREGISTREMENT DE L'ETAT	4
3. MESURES CONSERVATOIRES	6
4. HISTORIQUE DES INTERVENTIONS	7
5. ENREGISTREMENT DES TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT REALISES	8
6. LISTE DES DOCUMENTS AYANT SERVIS A LA REDACTION DU DOSSIER TECHNIQUE	9
7. CONSIGNES GENERALES DE SECURITE A L'EGARD DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	11



**2. LOCALISATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AVEC ENREGISTREMENT DE L'ETAT**

**Locaux ou zone homogène nécessitant des travaux sous 36 mois (notation 3)**

LOCALISATION	MATERIAUX ET PRODUITS	DATE ENREGISTREMENT
Néant		

**Locaux ou zone homogène nécessitant une mesure d'empoussièrement (notation 2)**

LOCALISATION	MATERIAUX ET PRODUITS	DATE ENREGISTREMENT
Néant		

**Locaux ou zone homogène nécessitant un contrôle périodique tous les 3 ans (notation 1)**

LOCALISATION	MATERIAUX ET PRODUITS	DATE ENREGISTREMENT
Néant		

**Locaux ou zone homogène avec matériaux ou produits contenant de l'amiante en état dégradé (notation D)**

LOCALISATION	MATERIAUX ET PRODUITS	DATE ENREGISTREMENT
Néant		

**Locaux ou zone homogène avec matériaux ou produits contenant de l'amiante en bon état (notation B)**

LOCALISATION	MATERIAUX ET PRODUITS	DATE ENREGISTREMENT
Niveau RDC	Enveloppe bitume de calorifugeage du réseau eau glacée	06.04.2009
	Enveloppe bitume de calorifugeage du réseau eau chaude	06.04.2009
Niveau 1 <sup>er</sup> étage	Enveloppe bitume de calorifugeage du réseau eau glacée	06.04.2009
	Enveloppe bitume de calorifugeage du réseau eau chaude	06.04.2009
Niveau 2 <sup>ème</sup> étage	Enveloppe bitume de calorifugeage du réseau eau glacée	06.04.2009
	Enveloppe bitume de calorifugeage du réseau eau chaude	06.04.2009
Combles	Enveloppe bitume de calorifugeage du réseau eau glacée	06.04.2009
	Enveloppe bitume de calorifugeage du réseau eau chaude	06.04.2009
Niveau RDC au 2 <sup>ème</sup> étage	Joints (tresses) coupe feu (*)	06.04.2009

**Légende**

(\*) Nous avons repéré des joints (tresses) coupe feu contenant de l'amiante au droit de passage dans les fourreaux des planchers ou des voiles.

Ces matériaux ne font pas partie de la liste établie selon l'annexe 13.9 de l'article R 1334-24 du code de la santé publique.

Une surveillance interne doit être effectuée en cas de dégradation et de libération éventuelle de fibres d'amiante.







**6. LISTE DES DOCUMENTS AYANT SERVIS A LA REDACTION DU DOSSIER TECHNIQUE**

**Rapport de repérage flocage – calorifugeage**

ORIGINE	REFERENCE
APAVE	97.860.803.05718.00.L

**Rapport de repérage faux – plafond**

ORIGINE	REFERENCE
Néant	

**Rapport de repérage flocage – calorifugeage et faux-plafond**

ORIGINE	REFERENCE
Néant	

**Rapport de repérage des matériaux de l'annexe de l'article 13.9 du Code de la Santé Publique**

ORIGINE	REFERENCE
SOCOTEC	HS / 03 / GDL / CBO / 2603

**Rapport avant-travaux**

ORIGINE	REFERENCE
Néant	

